l'unité

L'HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE

M 2805 - N° 642 - 8 F

4 AVRIL 1986



JUSTICE - POLICE

LA DROITE EN FLAGRANT DÉLIT

« L'UNITE »
N° 642



SOMMAIRE

3 POLITIQUE FRANÇAISE

L'éditorial, par Claude Estier.

Police-Justice : la droite en flagrant délit, par Martine Ducousset.

Mission : les Banlieues iront-elles jusqu'en 89 ? par Frédérique de Gravelaine.

L'économie sociale aux oubliettes, par Jean-Pierre Davant.

Touche pas à mon impôt sur le revenu, par Claude Jadoul.

Jacques Foccart ou le fric noir, par Jean-Pierre Bédéï.

Prévention de la délinquance : Mantes-la-bien-Jolie, par Philippe Maquat.

Droite-Front national : les noces noires, par Gérard Caudron.

10 MONDE

Italie : le mystère de la tasse de café, par Michel Mathieu.

Philippines : déjà la fin de l'Etat de grâce pour Cory Aquino ? par Claude Geoffroy.

Moyen Orient : à double tour, par Jean Liberman.

Est-Ouest : Reagan monte les enchères, par Carlos Ferrari-Lopez.

18 TOURISME EN BREF

Par Pierre-Yves Poindron.

20 CONSOMMATION

Des produits pas si domestiques que ça, par Denis Dangaix.

21 CHANSONS

Bourges an X : le festival cache-misère, par Jean-Paul Liégeois.

24 ARTS EN BREF

Par Lucien Curzi

27 TELEVISION

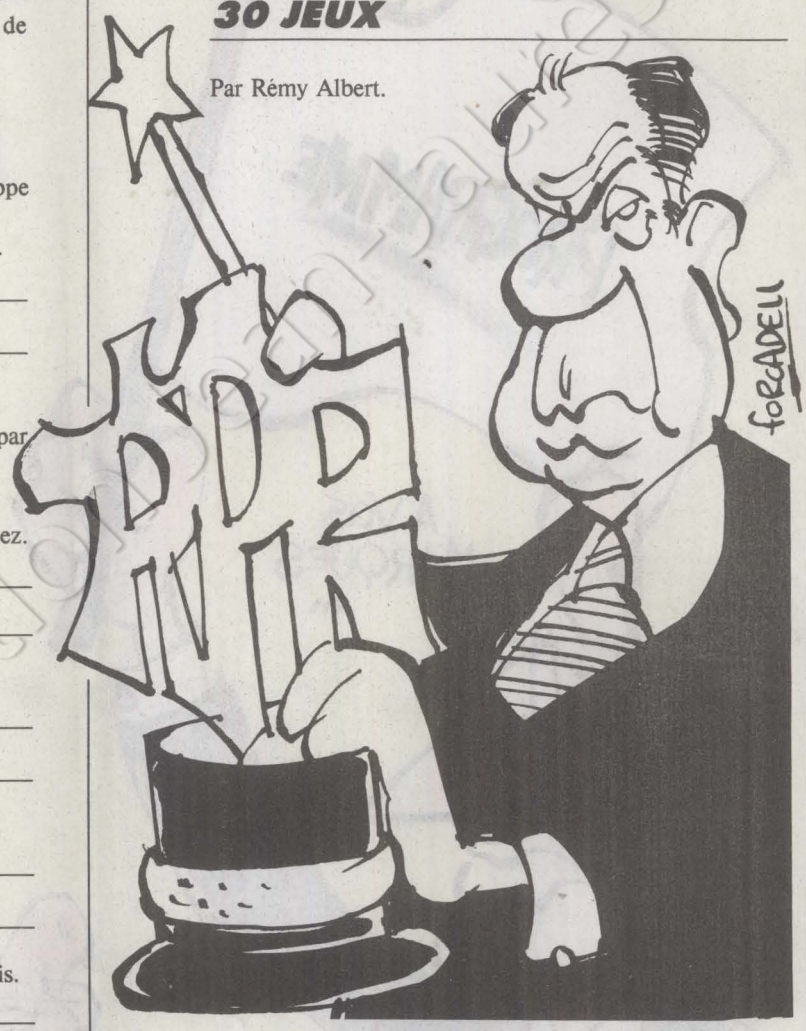
Par Fabian Gastellier.

28 LIVRES

La chronique de Claude Glayman.

30 JEUX

Par Rémy Albert.



Ce numéro de « l'Unité » est adressé à un certain nombre d'anciens abonnés qui au cours de ces dernières années, pour des raisons diverses, n'ont pas renouvelé leur abonnement. Compte tenu de la nouvelle situation politique et dans le cadre de la grande campagne de diffusion que nous avons décidé d'engager dès le lendemain des élections nous leur demandons instamment de faire l'effort de revenir vers nous en souscrivant un nouvel abonnement. Plus que jamais, pour asssurer l'avenir du seul organe d'expression du Parti socialiste, nous avons besoin du concours de tous, militants et sympathisants. Nous comptons sur vous. Merci. (Le bulletin d'abonnement est en dernière page.)

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 48.78.40.73. Administration : 10, rue Solferino 75007 Paris. Tél. : 45.50.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Jean Liberman, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Chaussepied, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 48.78.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité, 12, cité Malesherbes. Capital social : 250 000 F. Principaux associés : Claude Estier, Nicole Chaillot, Lionel Jospin, André Laigniel. Directrice de la publication : Nicole Chaillot. Tirage moyen : 42 000 ex. Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

Au plus près serré...

PAR CLAUDE ESTIER

AVEC l'élection — non sans difficulté — de Jacques Chaban-Delmas à la présidence de l'Assemblée nationale, on est entré mercredi dans une nouvelle phase de la situation politique créée par les élections du 16 mars : celle qui oblige la nouvelle majorité à chercher ses voix et à les rassembler au prix de multiples contorsions pour faire passer ses projets à l'Assemblée nationale. L'image de l'hémicycle en ce jour de rentrée était frappante et commandera la session qui vient de s'ouvrir : une majorité de droite et d'extrême-droite disparate face à un groupe socialiste massif décidé, avec ses 216 députés, à combattre les projets du gouvernement et à défendre ses propres propositions.

C'est seulement la semaine prochaine que le Premier ministre demandera la confiance. Il l'obtiendra très certainement mais il sera intéressant de voir qui la votera et qui s'abstiendra de le faire. En attendant, on doit bien constater, en dépit des couplets lyriques de la presse écrite et parlée qui paraît à quelques exceptions près, fascinée par ce nouveau pouvoir, que celui-ci est déjà en train de réviser en baisse certains articles de son programme. Le ministre de l'Economie, des Finances et de la Privatisation Edouard Balladur a beau répéter que ce programme sera appliqué en totalité, les journalistes qu'il avait conviés mardi dernier sont restés sur leur faim quand au calendrier de cette application. La suppression de l'autorisation préalable de licenciement, pièce maîtresse du programme social de la droite, qui ne peut plus être décidée par ordonnance du fait de l'opposition de François Mitterrand, serait renvoyée à la session d'automne sous prétexte que l'actuelle session serait trop chargée mais peut-être aussi parce que les dirigeants



Sipa-presse

Jacques Chaban-Delmas et Jacques Chirac.

syndicaux reçus par le ministre des Affaires sociales Philippe Seguin lui ont fait comprendre qu'il ne serait pas très habile de commencer par là.

Quant au rétablissement du scrutin majoritaire, autre projet prioritaire de l'ancienne opposition, il prendra sans doute plus de temps que prévu dans la mesure où le Premier ministre a dû admettre qu'il était dangereux de laisser le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua s'occuper tout seul du découpage et qu'il était plus judicieux de le faire cautionner par une commission de hauts magistrats qui n'ont pas l'habitude de travailler dans la précipitation.

Ainsi, si l'on y regarde de près, trois semaines à peine après les élections, la nouvelle majorité ne tient déjà plus exactement le même langage qu'avant le 16 mars. Il ne s'agit certes pas d'entretenir la moindre illusion : elle est majoritaire et elle est en mesure — on le voit déjà sur tel ou tel point particulier — de remettre en cause ce qu'a accompli en cinq ans le gouvernement socialiste. Simplement, n'ayant pas obtenu le large succès qu'il espérait, Jacques Chirac est obligé de naviguer au plus juste entre le président de la République qui a fixé clairement les limites qu'il refusait de franchir et une Assemblée nationale où plus nombreux qu'on ne le croit sont ceux qui l'attendent au tournant. Qui a vu la semaine dernière l'émission télévisée de Valéry Giscard d'Estaing a sans doute compris ce que vigilance veut dire...

Face à cela, le groupe socialiste, avec à sa tête Pierre Joxe élu à l'unanimité, a un rôle décisif à jouer. Sans se livrer à l'obstruction systématique et au sabotage des débats que pratiqua si souvent la droite sous la précédente législature, il constituera une puissante force d'opposition.

La seule force d'opposition crédible, pourrait-on dire, dans la mesure où le Parti communiste, coincé entre l'aveuglement de sa direction et la contestation qui monte dans ses rangs, voit singulièrement réduite sa capacité d'agir et de convaincre.

De ce nouveau combat qui s'engage, dans une situation totalement inédite, il est bien difficile de prévoir l'issue. Mais celle-ci sera d'autant plus favorable aux idées que nous défendons que le Parti socialiste, fort des 32 % de suffrages qu'il a recueillis le 16 mars élargira encore son assise en devenant le grand pôle de rassemblement de tous ceux qui n'ont pas envie de voir longtemps au pouvoir les hommes qui l'occupent aujourd'hui et dont nous sommes profondément convaincus que la politique qu'ils veulent mettre en œuvre est néfaste pour la France.

JUSTICE-POLICE LA DROITE EN FLAGRANT DELIT

PAR MARTINE DUCOUSSET

Pasqua, Pandraud, Chalandon même combat ? On espère que non, on a bien peur que oui.

DAME Justice en a froid dans le dos. Elle qui s'était habituée à tant d'égards et à tant de sagesse ne reconnaît plus son monde. Elle qui avait appris, enfin, à respirer, se recroqueville et se tait en attendant de voir. Et en craignant le pire. Normal : ces nouveaux arrivants qui vont s'occuper d'elle ne lui disent rien qui vaille. Pour les avoir trop souvent côtoyés, elle sait leur détermination. Et c'est ça qui l'inquiète.

Albin Chalandon, a priori, elle n'a rien contre. L'homme pourrait faire un ministre convenable. C'est sûr qu'il a connu, au cours de sa longue carrière, quelques ratages mémorables — ah, les « chalandonnettes », ces maisons individuelles tellement peu chères qu'elles avaient un peu trop tendance à crouler de toutes parts —, mais bon. Du passé faisons table rase. L'actuel garde des Sceaux n'est pas un mauvais bougre. Seulement, et c'est quand même un détail qui compte, il ne connaît strictement rien au domaine dont il a désormais la charge.

« Je ne suis pas préparé à ça », a-t-il benoîtement lâché en apprenant que Jacques Chirac lui proposait le poste. Ce qui ne l'a pas empêché d'accepter. Et de s'entourer, sans doute pour éviter de se planter trop vite, de conseillers bien « préparés » à ça », eux. Des conseillers venus tout droit de la sphère Peyrefitte, des hommes qui ont de la justice une idée bien particulière. Parce qu'elle se réfère à une idéologie tout aussi particulière.

Inspirateur de la loi, « Sécurité et liberté »

Paul-André Sadon, par exemple, bombardé chargé de mission auprès du nouveau ministre. Sadon place Vendôme, on frissonne. C'est que ce monsieur, ancien procureur général de la cour d'appel de Paris du temps d'Olivier Guichard et d'Alain Peyrefitte, fut l'inspirateur de la loi « Sécurité et liberté » de sinistre mémoire. C'est que ce monsieur, très ferme et très redoutable, manifeste une solide aversion pour tout ce qui est de gauche. A commencer par les magistrats de gauche. Voilà bien longtemps qu'il guerroie contre le Syndicat de la magistrature, « ce cancer qu'il faut extirper ».

Mais il guerroie, en fait, contre tous les impudents qui osent ne pas penser comme lui. Contre « nos intellectuels décadents ou masochistes » qui « se mobilisent pour signer des pétitions ». Contre cette armée de pervers obéissant à des « idéologies de déstabilisation ou de destruction des démocraties libérales. » Contre ces « professeurs de sociologie juridique relayés avec une délectation par une certaine presse » qui estiment que c'est la société, souvent, qui fabrique des criminels.



Charles Pasqua et Albin Chalandon.

Pascal Lebrun



A.f.p.



Les quatre « réintégrés », Gandossi, Halbwax, Gaussens et Rouxel.

Mission : les Banlieues atteindront-elles 89 ?

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

UNE injonction à débarrasser au plus vite les beaux bureaux de la rue de Varenne sans adresse où réemménager, des demandes de rendez-vous auprès du Premier ministre et de Pierre Méhaignerie restées sans réponse : c'est l'inquiétude à Banlieues 89. Que va devenir la mission de rénovation des banlieues dans le nouveau gouvernement, telle est la question ? Bien malin qui saura y répondre.

Sa suppression pure et simple paraît difficile à imaginer. D'abord parce qu'elle risquerait d'être prise à l'Elysée comme une véritable déclaration de guerre : François Mitterrand a lui-même porté Banlieues 89 sur les fonts baptismaux et n'a jamais cessé, depuis 1983, de s'intéresser à ce travail qu'il juge porteur de transformations durables dans le paysage français et dans les relations sociales. Ensuite parce que l'action de la mission concerne toutes les communes, que leur maire soit de droite ou de gauche, et qu'elle a trouvé des défenseurs aussi bien à Bordeaux, chez Jacques Chaban-Delmas, qu'à Nogent-sur-Marne, chez Roland Nungesser.

A contrario, on comprend aisément que Banlieues 89 et ses animateurs, en tête Roland Castro, donnent des boutons à la droite la plus bornée. Il y a ceux qui n'ont toujours pas digéré Mai 68 et ne cessent de reprocher à l'ancien leader de « Vive la Révolution » ses attitudes de trublion. Il y a Michel Giraud, président R.p.r. de la région Ile-de-France, qui n'a toujours pas pardonné – crime de lèse-majesté ! – de n'avoir pas été le premier consulté à l'occasion des projets présentés par Banlieues 89. Michel Giraud à qui un manque d'imagination notoire interdit de comprendre l'intérêt des propositions pour un Grand Paris.

Il y a encore toutes les susceptibilités froissées, dans les administrations surtout, qui se sont senties dépossédées de leurs dossiers ou attaquées dans leurs territoires corporatistes puisqu'une des actions primordiales de la mission aura été de décloisonner les politiques urbaines, de conduire tous les intervenants de la ville à travailler ensemble.

Et puis, il y a cette vieille tradition fataliste de la droite qui mènera toujours ses combats d'arrière-garde pour le moins de changements possibles, qui ne sera jamais concernée par le sort des plus démunis, surtout celui de ces habitants des banlieues déshéritées, un peu trop pauvres, un peu trop bronzés, un peu trop mal-votants... Que l'objectif avoué de Banlieues 89 ait été de redonner droit de citoyenneté à ces hommes en donnant vie et beauté à leur cité, voilà pour quelques-uns le type même de l'idée utopique. Et dangereuse.

Le Comité interministériel des villes a financé deux centaines de projets pour la rénovation et l'embellissement de ces villes qui souvent avaient à peine un nom. Une soixantaine de projets reste dans les tiroirs. Tant pis pour eux ?

Du côté du ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports – à noter que l'Urbanisme a disparu de son intitulé – l'heure n'est pas à la précipitation. Sans doute Pierre Méhaignerie a-t-il conscience de la tension qui risque toujours de se réveiller dans les zones les plus défavorisées. Sans doute sait-il aussi que seules des actions interministérielles menées en étroite collaboration avec les hommes de terrain peuvent éviter une dégradation de leur situation. Qu'il ait souhaité recevoir François Geindre, président de la Commission des quartiers, dès les premiers jours de sa prise de fonction, en apporte la preuve.

Quant à Banlieues 89, son sort se joue sûrement ailleurs, plus près de Matignon et de l'Elysée. Toute décision sur son avenir sera éminemment symbolique. Attendons-les au tournant.

Sadon chargé de mission, c'est un ministre-bis à la chancellerie. Le bulldozer que s'est choisi Chalandon pour mieux se « préparer à ça ». Mais l'ancien président d'Elf-Erap ne s'en n'est pas tenu là. Quitte à verrouiller, il a verrouillé encore plus fort. En prenant comme chef de cabinet Jean-François Burgelin, ex-président de chambre à la cour d'appel de Paris, et ci-devant membre de la très réactionnaire Association professionnelle des magistrats (A.p.m.). Une association née dans la foulée de mai 1981, et dont Burgelin fut l'un des premiers adhérents. Après les juges rouges, les juges noirs. Qui se sont, pendant cinq ans, acharnés contre Robert Badinter, le « valet des minorités malfaisantes ».

Délicieuse association

En novembre 1984, au cours d'un grand meeting commun A.p.m.-S.i.p.n. (Syndicat indépendant de la police nationale, du dangereux Rémy Halbwax), un dénommé Jean-Michel Parlange donnait le ton : « La police est assassinée, la justice est ligotée. Toutes les réformes pénales n'ont eu qu'un seul souci : assurer l'intérêt des délinquants. »

Et voilà donc un adhérent de cette délicieuse association promu chef de cabinet du garde des Sceaux. Ça promet... Comment voulez-vous que Dame Justice reste sereine, quand ce sont des excités pareils qui prennent en main son destin ? D'autant que Burgelin n'est pas tout seul. Avec lui arrivent à la Chancellerie deux de ses complices, Jean-Marie Coulon aux services judiciaires et Jean Leonnet aux affaires civiles.

Trois hommes qui viennent de publier, sous le pseudonyme de Solon, un bouquin qui ressemble fort à un programme : « Raison pour la justice (1). » Solon ? « Un sage de la Grèce antique (...) Voulant servir l'harmonie dans la cité, il lui donna une constitution libérale. » Belle profession de foi, mais le reste n'est pas à l'avenant. Certes, les auteurs se gardent de trop polémiquer, et avouent même que tout n'est pas à mettre au panier dans les réformes Badinter. Mais parfois, mais souvent, au détour d'une page, une phrase, un paragraphe attirent l'œil. Et le masque est jeté.

Ainsi Solon propose-t-il d'instituer une peine de 25 ans d'emprisonnement pendant laquelle toute libération conditionnelle serait proscrite. Ainsi plaident-il – on sent l'ombre de la loi « Sécurité et liberté » – pour des peines prévisibles, proportionnelles à la faute commise et effectives, ce qui suppose la suppression, « sauf rare exception », des réductions de peine.

Autre cheval de bataille de nos trois magistrats : l'instruction. Ou plutôt l'absence d'instruction : « A quoi sert d'interroger vingt instituteurs sur le comportement d'un criminel au bout de plusieurs années ? Le juge doit connaître les affaires les plus graves. Il doit être débarrassé des procédures abusives et des affaires délictuelles peu importantes qui appartiennent au domaine de la comparution immédiate. » Autrement dit, vive les flagrants délits, et rien que les flagrants délits !

Dame Justice se fait du mouron, et elle a bien raison. Son rôle à elle, d'habitude, c'est de servir de contrepoids au ministère de l'Intérieur. De veiller au grain quand d'autres font la police. Là, dans le gouvernement Chirac, on est loin du compte. Pasqua, Pandraud, Chalandon, même combat ? On espère que non, on a bien peur que oui.

Parce que, malheureusement, on a un commencement de preuve. Quatre policiers, dont l'inévitable Rémy Halbwax, viennent d'être réintégrés dans leurs corps respectifs de la police nationale par Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, et par Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité. Une mesure hautement symbolique. Rappelez-vous. C'était le 3 juin 1983 : quelques jours après la fusillade de l'avenue Trudaine – deux hommes tués par des terroristes d'Action directe – des policiers avaient manifesté devant le ministère de la Justice, puis devant celui de l'Intérieur, aux cris de « Badinter assassin ». Parmi eux, des responsables syndicaux parfaitement conscients de leurs actes, dont Rémy Halbwax, et Didier Gandossi, alors à la tête de la Fédération professionnelle indépendante de la police (F.p.i.p.). Ils n'avaient d'ailleurs pas hésité, à l'époque, à arpenter les rues de la capitale aux côtés de Jean-Marie Le Pen. Déjà les mêmes, toujours les mêmes...

Ce sont ces homme, révoqués par le gouvernement socialiste que Pasqua et Pandraud viennent de réintégrer (2). Des hommes qui sont de leur bord, et qui ne s'en cachent pas. Des hommes dont le nouveau pouvoir semble

(suite en page 6)

(suite de la page 5)

trouver normal qu'ils aient traité un garde des Sceaux d'« assassin ». Ce qui était à l'évidence une manifestation d'ordre séditieux devient, aux yeux de ceux qui nous gouvernement aujourd'hui, la juste revendication d'une catégorie de personnel entravée dans l'exercice de ses fonctions.

Mais quel effet ça lui ferait, à Chalandon, d'être traîné dans la boue ? Pasqua et Pandraud y ont-ils pensé ? Sans doute pas. Sous un pouvoir illégitime – et c'est ainsi qu'ils voyaient le pouvoir de gauche – la sédition n'est pas seulement permise. Elle est nécessaire. Une mesure hautement symbolique, oui, que cette réintégration de deux agitateurs professionnels. La droite, en les faisant rentrer au bercail, a reconnu les siens. ●

(1) « Raison pour la justice », par Solon, éditions Dalloz.

(2) Les deux autres « réintégrés », Eliane Rouxel et Jacques Gaussens, l'étaient déjà depuis longtemps.

L'économie sociale aux oubliettes

PAR JEAN-PIERRE DAVANT

délégué national à l'Economie sociale du P.s.

Si le passé et la personnalité de certains membres du gouvernement Chirac sont particulièrement révélateurs de la politique qui va être désormais mise en œuvre, les suppressions de responsabilités ministérielles sont tout aussi édifiantes : tel est le cas de la disparition du secrétariat d'Etat à l'Economie sociale auprès du Premier ministre. La mise en place de cette structure ministérielle après la création de la D.i.e.s. constituait une novation dont l'importance avait valeur d'exemple pour la plupart des pays de la Communauté européenne. Elle répondait également à une volonté du président de la République qui avait parfaitement perçu le rôle non négligeable que pouvait jouer le secteur de l'Economie sociale dans le redressement de l'économie française.

C'est ainsi que durant la législature qui vient de s'achever, une douzaine de lois accompagnées de nombreux décrets, eux-mêmes prolongés par de multiples conventions, ont permis aux coopératives, aux mutuelles ou aux associations d'agir plus librement pour mieux participer aux nécessaires mutations qui préparent l'avenir.

Les diverses branches de l'économie sociale (1) ont un point commun : elles fondent leur développement sur la solidarité et la responsabilité des individus. Il est vrai que ces deux valeurs ne sont pas spécialement prisées par les champions de l'idéologie libérale. Il en est d'autres qui rythment la vie des organismes de l'économie sociale et qui convergent pour créer à droite sinon l'hostilité à tout le moins le mépris.

Des dizaines de milliers de militants du monde associatif, des mutuelles, des coopératives sont aujourd'hui légitimement inquiets. Durant ces cinq dernières années, ils ont pu débattre, créer, innover, participer à ce formidable bouillonnement culturel et social qui marquait l'avènement d'une France moderne et plus juste. Ils voudraient être sûrs que cet « en arrière toute » n'est pas le prélude à ce que l'on a vu naître dans bien des municipalités gagnées par la droite en 1983, et que le temps de résister pour la défense des acquis – en premier lieu cette liberté d'agir et de créer à égalité de droits et de devoirs avec les autres intervenants économiques – n'est pas hélas venu. Nous pouvons pour l'instant partager leurs craintes mais aussi les assurer de notre soutien et de notre vigilance.

(1) L'économie sociale concerne plus de 25 millions de personnes, emploie plus d'un million de travailleurs, collecte 40 % de l'épargne, gère 35 % du marché de l'assurance.

TOUCHE PAS A MON IMPOT SUR LE REVENU

Qui aura le dernier mot en matière d'économie : les tenants du dogme libéral ou les partisans du bon sens. La limitation ou non de l'impôt sur le revenu constituera un bon test.

PAR CLAUDE JADOUL

INSTRUCTIF ce « Voyage à l'intérieur des discours économiques de la droite » auquel nous convie le syndicat parisien des affaires économiques et des finances C.f.d.t. L'auteur, Jean-Marie Monnier, sait de quoi il parle, en bon inspecteur des impôts qu'il est. Cette « réflexion sur le libéralisme économique », publiée avant le 16 mars vaut pour la période, plus que jamais. Un bon outil.

Monnier commence par faire la distinction entre libéralisme politique et libéralisme économique. « Lorsqu'elle parle de libéralisme, la droite ne retient que la liberté d'entreprendre. » En 1986, tout se passe comme si nos néo-libéraux gommaient les textes des grands libéraux du XIX^{e} siècle. L'un d'eux – Ludwig Von Mises – ne précisait-il pas qu'un homme est libre dans la mesure où il lui est permis de choisir ses fins, et les moyens d'y atteindre. Sinon, comme l'écrit Monnier, « il existe un risque d'éclatement de la société ». La liberté ne peut donc se résumer à une simple dimension économique. Le libéral catholique Lacordaire l'avait bien pressenti : « Entre le faible et le fort, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit. » Nos néo-libéraux n'en ont cure, fussent-ils du C.d.s. Vive la mode, vive Reagan, vive Thatcher, vive les modèles étrangers. Et tant pis s'ils ont échoué...

Mais que nous propose-t-on, sinon une sorte de « thatcherisme mou » dont Edouard Balladur deviendrait le grand-prêtre et Alain Juppé, flanqué de Madelin, les prédicateurs ? La rengaine est simple : en s'enrichissant, les riches produisent un plus de bien-être pour tous. Les économistes néo-libéraux pourfendent donc le rôle de l'impôt sur le revenu et notamment l'impôt progressif qui serait « désincitateur » à l'effort, décourageait l'épargne et donc l'investissement. Réduisons donc les impôts. Cette politique a été menée en grand aux Etats-Unis.

Durant son premier mandat, Ronald Reagan a, en effet, opéré une baisse spectaculaire de l'impôt : 23 % en trois ans. Cette politique n'a pas empêché l'effondrement de la croissance et de l'investissement de 1980 à 1982. L'investissement comme résultat de l'allègement fiscal pour les riches ne s'est pas produit. A la place : l'extension de la pauvreté, le laminage de la classe moyenne salariée, un formidable trou budgétaire alimenté par les capitaux du reste du monde.

Que fit donc « Ron » ? Mettre en route une relance des plus classiques par l'intervention massive de l'Etat... C'est grâce à cette politique d'inspiration keynésienne que les Etats-Unis ont vu leur économie repartir... Bref, l'échec. Alain Juppé n'en a cure. Il annonce 50 milliards de francs récupérés sur la croissance et la diminution du chômage, ce qui suppose le problème résolu. Reste la vente des actifs de la Nation, c'est-à-dire la privatisation d'un certain nombre de nationalisées. Un joli pactole. Mais que penserait-on d'une entreprise qui vendrait ses actifs pour équilibrer son bilan ? Voilà pourtant la potion miracle que l'on nous concocte. Le programme R.p.r.-U.d.f. propose aussi la limitation à 50 % du taux marginal de l'impôt sur le revenu. Celui-ci comprend actuel-



Sipa-presse

Alain Juppé.



Sipa-presse

Edouard Balladur et Jacques Chirac

lement quatorze tranches qui vont de 0 % à 65 %. Ramener le taux marginal de l'Impôt sur le revenu à 50 % signifie obligatoirement ramener le nombre de quatorze à onze, estime l'inspecteur des finances Monnier. Il faut donc supprimer trois tranches. Comment ? En supprimant les tranches les plus basses ou les plus hautes. Dans le premier cas, il y aurait une moins-value fiscale de 20 milliards de francs, dans l'autre 6 milliards. Comment compenser ? Revenons donc aux Etats-Unis. Reagan a trouvé une astuce qui n'a rien de monétariste : la quasi-suppression des diverses déductions fiscales accordées aux individus et aux entreprises. Tempête de protestations. Et on le comprend : 128 sociétés multinationales américaines (dont Boeing, Dow Chemical, General Dynamics et Lockeed) avaient réussi à échapper à l'impôt. Mieux : les diverses mesures prises par le Reagan des premières années avaient coûté la bagatelle de 400 milliards de dollars, soit deux fois le déficit budgétaire !

Pour l'année 1983, 9 000 personnes ayant gagné plus de 250 000 dollars ont échappé à toute imposition. « Le Monde » du 26 novembre 1985 relevait ainsi « qu'en moyenne les individus qui gagnent plus d'un million de dollars ont payé 17 % d'impôt en 1984, nettement moins que la moyenne nationale ». Voilà donc le modèle Reagan première cuvée que nous propose la plateforme R.p.r.-U.d.f. dont le premier but est de gommer les 5,6 milliards de francs récoltés par l'impôt sur les grandes fortunes.

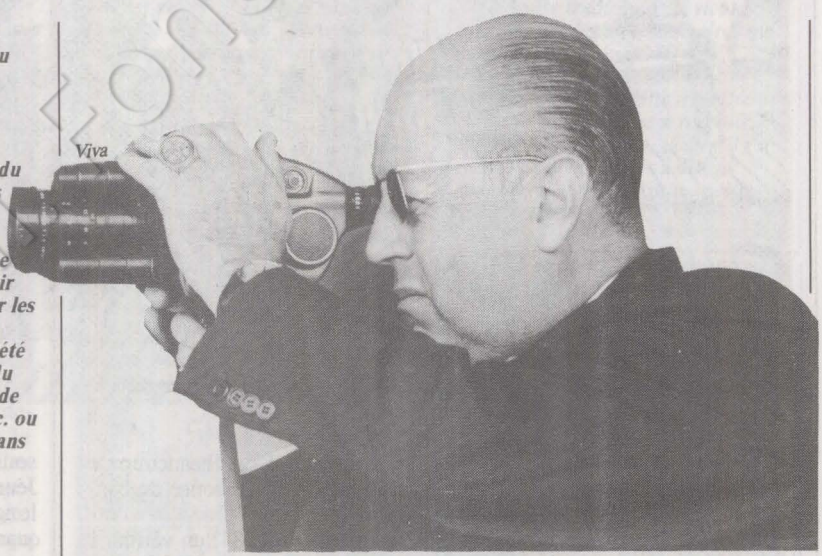
Faire du neuf avec du vieux, voilà donc le credo néo-libéral tant vanté. Ces mesures sont bien calquées sur les théories américaines ou britanniques. La situation économique française diffère pourtant de celle des Etats-Unis. Le franc n'est pas le dollar. On ne peut espérer faire financer par l'étranger les déficits publics, comme ce fut le cas aux Etats-Unis. Sans oublier les contraintes extérieures qui pèsent sur la politique économique française. L'ouverture de la France au marché international est nettement plus élevée qu'aux Etats-Unis. A titre de comparaison, concluons par un chiffre : en pourcentage du P.i.b., l'ouverture des Etats-Unis a été de 15 % en 1985 tandis que cet indice tourne autour de 35 % pour la France. Le dogme l'emportera-t-il sur le bon sens ? Qualité que l'on prête au nouveau ministre de l'Economie, des Finances et néanmoins de la Prévatisation... ●

Jacques Foccart ou le fric noir...

C'est le retour d'une des plus mystérieuses éminences grises du gaullisme que consacre la nomination de Jacques Foccart, comme conseiller de Jacques Chirac aux affaires africaines. Après avoir œuvré dans l'ombre du général De Gaulle et de Georges Pompidou, Jacques Foccart reprend donc officiellement du service. En réalité, cet homme de 72 ans, symbole même du pouvoir occulte, n'a jamais cessé de tirer les ficelles politiques dans l'ombre.

« Le nom de Foccart a toujours été lié aux activités non officielles du pouvoir gaulliste, qu'il s'agisse de la lutte contre l'O.a.s., du S.a.c. ou des services spéciaux », lit-on dans le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les activités du S.a.c.

Résistant, Jacques Foccart, participe à la naissance du mouvement gaulliste. Lors de la création du R.p.f., en avril 1947, il est responsable de l'organisation de ce parti dans neuf départements de l'Ouest, dans le Nord, aux Antilles et en Guyane. Il est ensuite délégué national du R.p.f. pour les Dom-Tom. Secrétaire général du R.p.f. en décembre 1954, il est chargé de mettre en sommeil le mouvement.



Viva

Il prépare activement le retour du général De Gaulle au pouvoir pour être nommé, en juin 1958, conseiller technique au cabinet du président du Conseil, puis conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République. En mai 1961, il devient secrétaire général de la présidence de la République pour la Communauté et les Affaires africaines et malgaches. Un poste qu'il occupe jusqu'en 1974. Chargé d'appliquer la politique africaine du général De Gaulle, Jacques Foccart a détenu un pouvoir très important.

« Les moyens qu'il employait ont souvent été critiqués, notamment en ce qui concerne l'utilisation de fonds secrets et l'intervention de services spéciaux ou de sociétés... Ce qu'on a appelé « les réseaux Foccart » est encore une réalité en Afrique. Leur constitution et leur implantation n'ont été possibles qu'à partir du S.d.e.c.e. et du S.a.c. (1) » D'ailleurs Jacques Foccart connaît bien le S.a.c. puisqu'il en est « membre honoraire ». Son nom a été mêlé à de nombreuses affaires de « barbouzes » en Afrique.

Si, depuis une dizaine d'années, Jacques Foccart a disparu officiellement des « allées du pouvoir », il n'en a pas moins continué à utiliser ses « réseaux » en Afrique, pour entre autres alimenter les caisses du R.p.r., notamment lors de la dernière campagne électorale. Bref, avec le retour de Foccart c'est la magouille qui revient au pouvoir.

JEAN-PIERRE BEDEI

(1) Rappel de la Commission d'enquête sur le S.a.c.

PREVENTION DE LA DELINQUANCE : MANTES-LA-BIEN-JOLIE

PAR PHILIPPE MAQUAT

A Mantes-La-Jolie (Yvelines) tout était en place pour favoriser une explosion de délinquance : une population très jeune, un chômage endémique et 30 % d'immigrés ! Mais elle n'a pas eu lieu... Depuis neuf ans la municipalité socialiste a mis en place un arsenal préventif impressionnant axé autour d'une politique éducative et sportive, cohérente et chaleureuse.

« NOUS avions tout pour faire un autre Dreux, explique Jean-Marie Seffray, maire-adjoint chargé de la Jeunesse et des Sports à Mantes-la-Jolie. Et pourtant, nous n'avons jamais connu d'explosion. » Quel est donc le secret de cette ville des Yvelines de 45 000 habitants, dernière étape avant la Normandie ? Une politique répressive musclée à base de milices privées composées d'inconditionnels du Charles Bronson des mauvais rôles ? Rien de tout cela, bien sûr, puisque depuis 1977 c'est au contraire dans une politique préventive tous azimuts que la municipalité, conduite par le socialiste Paul Picard, a investi.

Or les résultats sont là. Guère contestables. « La construction d'une patinoire et d'un bassin nautique a contribué à faire baisser la délinquance de 30 %, résumait récemment Edwige Avice, ancien ministre de la Jeunesse et des Sports. « Depuis deux ans, nous avons effectivement enregistré une baisse sensible de la délinquance », confirme Jean-Marie Seffray. Une preuve : en 1984 et 1985, aucune classe n'a fait l'objet de déprédations à Mantes. C'est un test qui n'est pas sans valeur ».

Crise de l'automobile

Pourtant quand la municipalité d'union de la gauche a été élue il y a neuf ans, tout restait à faire. Aucun équipement socio-éducatif n'existait dans cette ville dont les deux tiers de la population – soit 28 000 habitants sont regroupés dans la Z.u.p. qui s'étend au nord de Mantes, la partie sud étant occupée par la vieille ville.

Une population jeune – 20 000 des 28 000 Mantais de la Z.u.p. ont moins de 25 ans – composée de 30% d'immigrés, venus chercher dans les années soixante-dix de l'embauche à Renault-Flins et à Talbot-Poissy, les deux ex-gros employeurs du Bassin. Que se serait-il passé pour les enfants de ces immigrés et pour les autres, si la municipalité actuelle avait, la crise de l'automobile s'aggravant, poursuivi la politique d'inertie de sa devancière ? Pas tellement difficile d'imaginer le scénario. « D'autant, explique Jean-Marie Seffray que jusqu'en 1978, nous avons connu de gros problèmes de délinquance avec beaucoup de casse et la recrudescence de bandes organisées. »

A partir de 1981, un véritable arsenal... préventif a donc vu le iour à Mantes : installation d'une zone d'éducation prioritaire – les enseignants sont majoritaires au sein du conseil municipal – ouverture d'une mission locale puis d'un conseil communal de prévention de la délinquance qui se réunit chaque mois. Tout cela complété par une série d'opérations d'animation mises en place grâce au concours de cinq associations locales. Il s'agissait d'abord d'éviter que les étés chauds deviennent brûlants pour les jeunes Mantais. « En effet, durant les soirées d'été les problèmes de délinquance redoublent, dit Jean-Marie Seffray. Nous devions donc créer d'urgence des pôles d'animation. »

Ce qui fut fait sous la forme de concerts de rock – certains durant toute la nuit – de représentations théâtrales et de spectacles de danse. Il y en a pour tous les goûts, cette liste n'étant pas exhaustive. Une animation qui, sous l'impulsion de « Mantes Jeunesse » existe en fait tout au long de l'année dans les quartiers. Aujourd'hui, Mantes abrite quarante sites d'animation, alors qu'il n'en existait aucun avant 1977. Et ce n'est pas terminé puisque un lieu d'accueil et de rencontres devrait bientôt ouvrir ses portes près des deux lycées, technique et classique, de la ville. Une rude mais indispensable concurrence pour le café



A la base nautique de Mantes.

Les noces noires de la droite et du Front national

PAR GERARD CAUDRON

UNE extrême droite à 10 % aujourd'hui en France, sans être un événement unique, est un phénomène suffisamment grave pour qu'il fasse l'objet d'une analyse dépassant le simple slogan.

Je suis un de ceux qui depuis bien longtemps s'en inquiètent et dénoncent cette montée de l'intolérance. C'est pourquoi j'ai essayé d'approfondir l'analyse.

J'en donnerai ici les grandes lignes qui peut-être dans leur brutalité me vaudront des coups d'ici ou de là.

1° En voix, l'extrême droite puise dans certains milieux de droite qui ont eu tellement peur de la gauche au pouvoir qu'ils veulent des mesures permettant à jamais qu'un « tel malheur » ne se reproduise.

Pour ces électeurs, il faut aller au-delà des S.a.c., au-delà de Pasqua, au-delà de Madelin. Mais il faut aussi admettre que l'extrême droite a puisé à gauche, dans l'électorat le plus défavorisé, parmi les chômeurs et le quart-monde, à la recherche de solutions simples à leurs difficultés, en particulier à travers les populations immigrées...

C'est un processus bien connu, déjà noté dans les années trente en Allemagne avec passage direct de certains de l'extrême gauche à l'extrême droite.

L'analyse électorale par bureaux, quartiers, villes et régions fait partout apparaître cette double provenance.

2° Le potentiel électoral ainsi défini, le moteur du développement de l'extrême droite est ailleurs. Il est dans certaines composantes de la droite traditionnelle qui, après avoir alimenté idéologiquement le démarrage : insécurité, immigration, libéralisme, etc., viennent de lui donner ses « lettres de noblesse » en pratiquant dans toutes les régions des alliances occultes ou affirmées, en acceptant ses voix et en confiant aux amis de Jean-Marie Le Pen des postes à responsabilités.

Si on est aujourd'hui convaincu du danger de l'extrême droite pour notre démocratie, et pour nos libertés, il faut donc au niveau des organisations et des Partis rassembler tous ceux qui directement ou indirectement n'en sont pas les complices par ailleurs.

Ce rassemblement fait, il faut combattre les idées et non les hommes, car dans un phénomène qui représente 10 % du corps électoral, il est des individus en grand nombre qui, dans la crise économique que nous traversons, sont plus à plaindre qu'à blâmer.

Si je peux comprendre, en effet, le désespoir d'un chômeur roubaisien, je ne peux admettre l'élection par la droite picarde d'un sixième vice-président, membre du Front national.

La droite traditionnelle vient ici et là de convoler en noces noires qui pourraient demain lui être mortelles.

Les hommes de droite n'ont, paraît-il, pas de leçons à recevoir. Loin de moi cette idée, mais s'il y a encore des démocrates à droite opposés à l'extrême droite, qu'ils nous le fassent savoir.

proche, point habituel de rassemblement des lycéens.

Il va sans dire – Edwige Avice s'en était parfaitement rendu compte lorsqu'elle vint à Mantes – que l'investissement sportif n'a pas été négligé dans le cadre du dispositif d'animation et de prévention. « Un Mantais sur cinq fait du sport » précise Jean-Marie Seffray. Au sein de l'U.S. Mantaise, le club-phare, mais aussi dans les quelque trente autres clubs que compte la ville. Le football a beaucoup de succès, mais la marche aussi. Sans négliger l'escalade, et notamment celle d'un mur construit par les jeunes Mantais dans le cadre de l'animation... au pied des tours. Dans un premier temps, les résidents ont pu penser qu'il s'agissait d'une véritable provocation, mais leur inquiétude s'est dissipée à l'épreuve des faits. Ou plutôt de leur absence. A l'évidence, le mur d'escalade n'a pas suscité l'apparition de nouvelles vocations de « monte-en-l'air ».

Le sport est roi

En conséquence, durant l'été, les activités sportives et parasportives sont reines à Mantes-la-Jolie. Impossible, en effet, de trouver close la porte d'un stade en juillet et en août. Depuis deux ans et demi, l'opération « Faites du sport pendant les vacances » connaît un franc succès.

Dans ce contexte, l'aménagement des rythmes scolaires, né de la circulaire Calmat-Chevènement, est entré en application dès la rentrée 1985. Il est vrai qu'avant même la parution de ce texte, tous les jeunes Mantais pouvaient apprendre gratuitement à patiner. Et cela dans le cadre du temps scolaire. Ces efforts n'ont toufefois pas empêché les municipalités de droite du département de faire barrage à l'application de ladite circulaire. Pauvre directeur départemental de la Jeunesse et des Sports ! Il nous avait pourtant semblé que cette notion d'aménagement des rythmes scolaires figurait en bonne place dans la partie sport de la plate-forme R.p.r.-U.d.f. Mais sans doute avons-nous mal lu.



Animation de piste routière dans un gymnase.

Reste que si Mantes bénéficiait du choix de son bassin nautique comme site olympique dans la perspective de l'organisation des Jeux de 1992, personne n'y trouverait rien à redire. On ne peut toutefois jurer de rien. Il n'empêche que l'avenir demeure préoccupant pour nombre de jeunes Mantais arrivés en fin de scolarité. Mantes compte en effet 4 500 chômeurs. « Tout le problème de la vallée de la Seine qui ne retrouvera plus son ancien niveau d'emplois, dit Jean-Marie Seffray quelque peu fataliste. Aujourd'hui, c'est dans les petites entreprises que se situent les principaux débouchés. Mais ce n'est pas suffisant. » Complété par une solide formation, le dispositif T.u.c. a donc démarré au mois de mai 1985, chaque structure d'accueil versant, par ailleurs, les 500 F complémentaires à l'allocation de l'Etat, dans les caisses d'une association chargée de la formation.

Réussite au bac

En outre, l'installation de la zone d'éducation prioritaire a donné des résultats inespérés. D'abord quarante classes primaires et maternelles ont été créées à Mantes, ce qui permet de limiter le nombre des enfants à vingt-cinq par classe. Mais encore, car plus directement lié au problème de l'emploi des jeunes, le taux de réussite au bac 1985 enregistré au lycée Saint-Exupéry est supérieur à la moyenne nationale. « Il y a quelques années le taux d'échec au bac était particulièrement inquiétant » se souvient Jean-Marie Seffray. L'influence des enseignants du conseil municipal n'est bien sûr pas étrangère à cette spectaculaire inversion de la tendance.

Pour autant, on ne se berce pas d'illusions à Mantes : rien n'étant gagné. Il s'agit donc de consolider les acquis, en poursuivant, par exemple, la réhabilitation de 5 000 logements, opération qui a pu être entreprise en 1983 parce que Mantes fut déclarée « îlot national sensible ». « Or, aujourd'hui, s'inquiète Jean-Marie Seffray notre grande crainte est bien de voir remise en cause l'aide que nous octroie l'Etat depuis cinq ans. » ●

Italie : la vérité est restée au fond de la tasse

PAR MICHEL MATHIEU

(de notre correspondant à Rome)

Michele Sindona – le « banquier du pape » – est mort sans révéler les secrets qu'il prétendait détenir. Reste que sa disparition – assassinat ou suicide ? – doit en soulager beaucoup dans cette Italie mal remise des scandales à répétition.

DIX jours après la mort de Michele Sindona, le mystère de la tasse de café plane encore sur les quartiers de haute sécurité de la prison de Voghera où l'ex-banquier purgeait une peine de détention à perpétuité. Assassinat ou suicide ? A moins d'une confession spontanée la vérité ne remontera probablement jamais à la surface.

Dans ses dernières apparitions publiques, à l'occasion du procès, on avait du mal à reconnaître sous les traits de ce vieillard fatigué le fringant banquier qui était la coqueluche des salons italiens dans les années soixante-dix. Le visage émacié, le teint pâle et les yeux mobiles papillonnant sous l'effet des flashs faisaient davantage penser à un oiseau de nuit en captivité qu'à un redoutable criminel. Sa condamnation à perpétuité n'était pourtant que la conclusion d'une carrière dans les zones franches de la loi qu'il avait commencée cinquante ans plus tôt quand âgé de moins de vingt ans, il faisait le trafic des céréales avec la bienveillance des troupes américaines d'occupation en Sicile.

Spécialiste en fiscalité on le retrouve après la guerre en veste de conseiller de la Banca Privata Finansiaria, spécialisée dans la réalisation des délicates opérations financières sur lesquelles la discrétion était recommandée. Mais c'est en 1958, quand il fait la connaissance de Massimo Spada alors responsable de l'I.o.r. que l'astre Sindona commence à luire sur la constellation financière italienne. La rencontre avec Lucio Gelli surviendra quelques années plus tard. Ces deux hommes qui cultivent le goût pour le pouvoir et qui jettent sur le monde le même regard de prédateur sont faits pour s'entendre. Aux amitié mafio-américaines que « trouveraient » Sindona aux Etats-Unis, s'ajoutent les puissantes relations que Lucio Gelli entretient avec les dirigeants fascisants d'Amérique latine. Sur le plan intérieur il est le grand maître des secrets de l'Italie souterraine qui grenouille entre l'extrême droite et la pègre et qui se gonfle de politiciens et de hauts fonctionnaires en mal d'avancement.

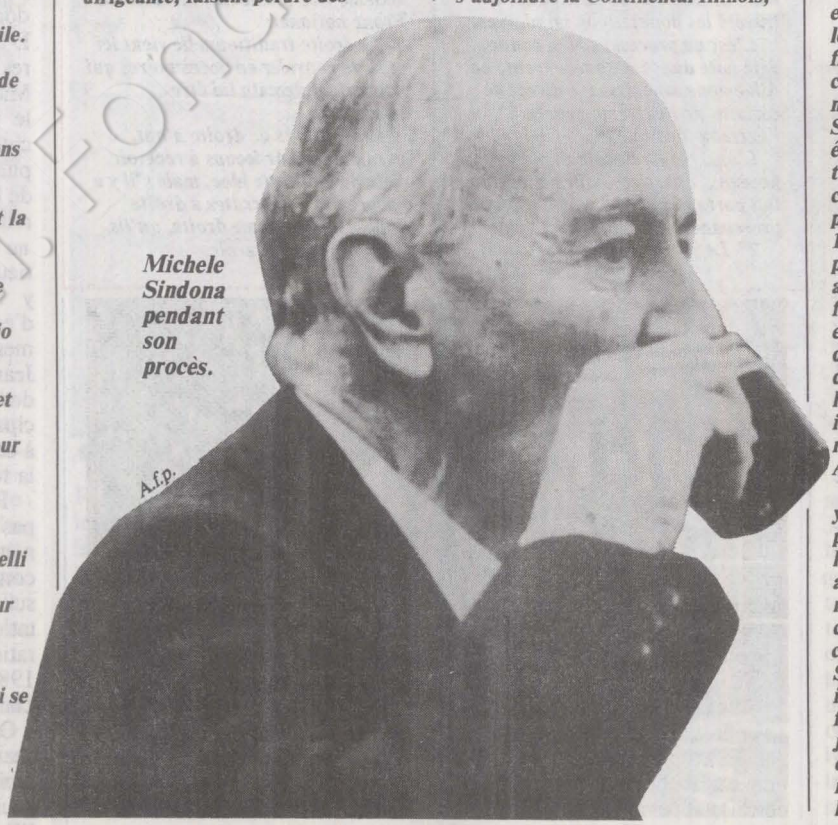
Un milieu qui fascine littéralement Roberto Calvi qui viendra compléter le trio infernal quelques années plus tard. Toutefois la banqueroute frauduleuse aurait-elle atteint la dimension d'un scandale international sans la complicité passive du Vatican ? Rien n'est moins sûr. Mais comme on le sait, les trois mousquetaires étaient en réalité quatre et l'Aramis de la bande était en l'occurrence Monseigneur Marcinkus. Quand celui-ci prend la tête de l'I.o.r. en remplacement de Massimo Spada tous les acteurs du scandale du siècle sont en place. Un scandale à répétitions qui secouera la société italienne de fond en comble et qui marquera durablement la classe dirigeante, faisant perdre des centaines de milliards de lires au gouvernement italien et entraînant dans son gouffre financier des milliers de petits épargnants.

L'incrimination en 1979 du gouverneur de la Banque d'Italie Paolo Bassi et l'arrestation du directeur général Mario Sarcinelli montrent assez l'ampleur du mal qui secoue l'Italie à la fin des années soixante-dix correspondant également aux années les plus meurtrières du terrorisme. Mais à cette époque l'ascension de Michele Sindona semble irrésistible. Après s'être assuré la participation de la banque londonienne Ambros, dont la réputation est bien assise à Wall Street, le banquier sicilien réussit à s'adjoindre la Continental Illinois, une des plus grandes banques américaines dont le président n'est autre que David Kennedy, futur ministre du Trésor du gouvernement Nixon.

Pendant ces mêmes années, sous l'impulsion de Paul VI, le Vatican menait une politique de retrait économique dans le secteur de l'industrie en Italie. La loi de 1968 – l'abrogation de l'exonération des impôts sur les dividendes dont avait jusqu'alors bénéficié le Saint-Siège – rendant la gestion de ce patrimoine plus problématique. Parmi les biens liquidés par Sindona pour le compte du Vatican on trouve en bonne place la Societa generale immobiliare. Un colosse international dont le Saint-Siège possède 33 % des actions, et dont le nom réapparaîtra en premier plan à l'occasion de l'affaire du Watergate. C'est seulement lorsque Michele Sindona lança une opération contre la Bastogi, un holding névralgique qui représentait le point de rencontre financier des groupes Fiat, Pirelli et de ce qui se fait de mieux dans l'industrie italienne que le banquier sicilien trébucha.

Outre la méfiance traditionnelle qu'ont les vieilles familles à l'égard des aventuriers, la bataille pour le contrôle de la Bastogi représentait en fait un affrontement direct entre les industriels laïques et le pôle financier catholique. Cette coûteuse opération manquée marquera le début du déclin de Sindona qui après des glissements économiques successifs se transformera en quelques années en chute vertigineuse. Après avoir précipitamment quitté l'Italie en 1974 sous le coup d'un mandat pour banqueroute franduleuse, arrêté à New York en 1979 après la faillite de ses filiales américaines, il est écroué dans la prison fédérale de Otisville. Après six ans de détention, les autorités américaines le renvoient finalement à la justice italienne qui le tient pour responsable du meurtre du juge Ambrosoli.

Sa condamnation à perpétuité il y a une quinzaine de jours après un procès sans surprise avait laissé l'opinion publique sur sa faim. S'il a à plusieurs reprises en effet menacé de tirer des documents compromettants de quelque coffre-fort en Suisse, Michele Sindona n'a fait aucune révélation importante durant son procès. En fait de testament il ne laisse à la justice italienne qu'une tasse de café noir, au fond de laquelle la magistrature aura bien du mal à lire la vérité.



Michele Sindona pendant son procès.

A.f.p.

PHILIPPINES: DEJA LA FIN DE L'ETAT DE GRACE POUR CORY AQUINO ?



La présidente Cory Aquino à l'Académie militaire des Philippines.



Promulgant la « Constitution provisoire de la liberté » avec à sa gauche le Premier ministre Salvador Laurel.

PAR CLAUDE GEOFFROY

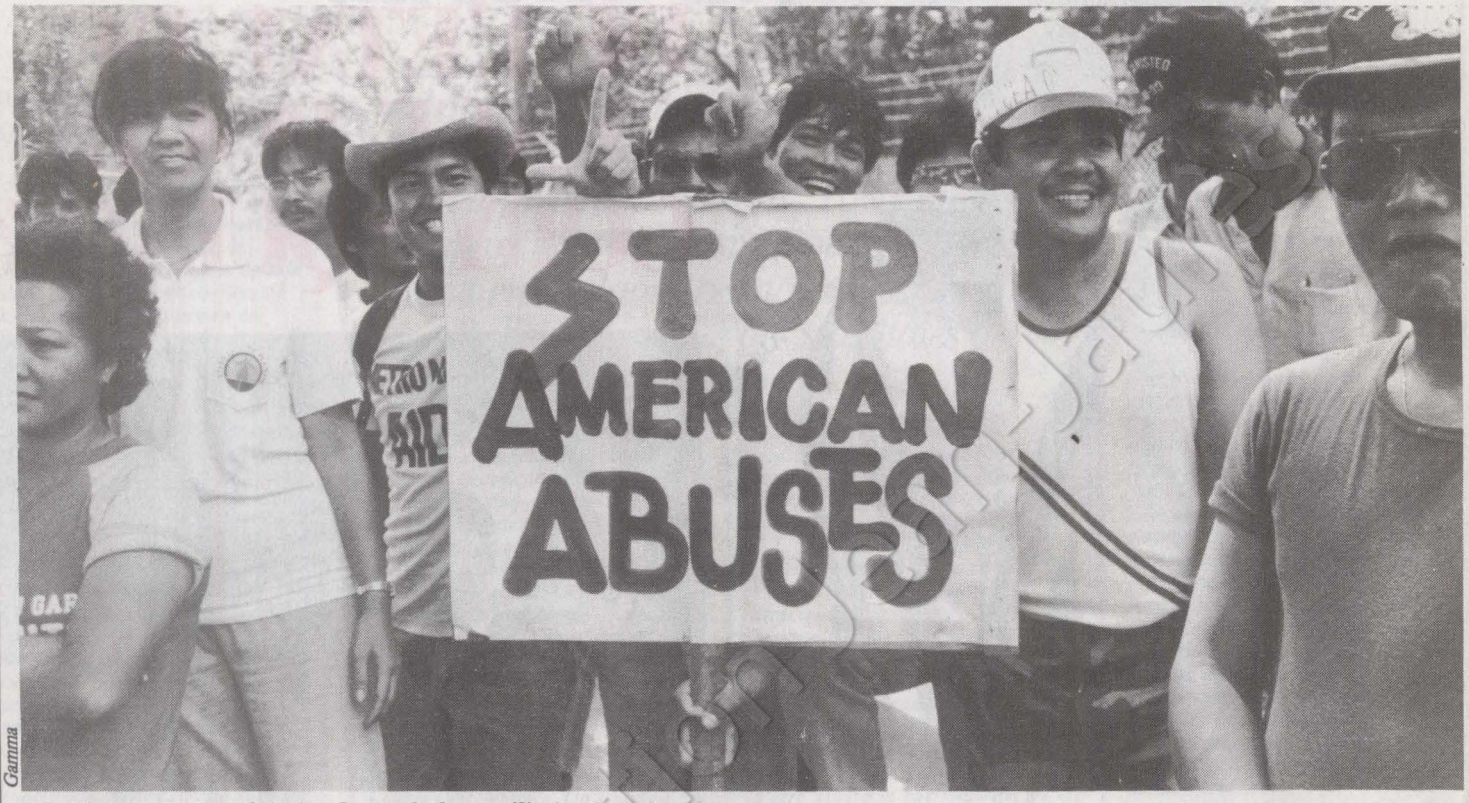
En dépit des gestes d'apaisement de la présidente des Philippines, les guérilleros communistes ont repris l'offensive. De plus le Premier ministre menace déjà de faire sécession. Est-il décidément impossible de remplacer les autocrates déchus par des modérés ? Et la révolution de Manille, voulue par la rue, n'a-t-elle été que le résultat d'une hésitation de l'Histoire ?

S'IL suffit de quatre jours pour renverser une dictature, il en faut beaucoup plus pour la remplacer : telle est du moins l'expérience que font actuellement les Philippins qui, après s'être débarrassés il y a quelques semaines de Marcos, s'interrogent sur le changement que l'événement est censé apporter. « Un régime Marcos sans Marcos » : cette appréciation n'exprime que la position des plus radicaux parmi les membres de la gauche nationaliste et communiste, pour qui apparaîtra toujours comme bien étrange une « révolution » dont certains protagonistes ont été des tenants de l'ancien régime qui, jusque-là, s'étaient plutôt fait remarquer par leur fidélité à ce régime.

La gauche ne nie pas que « la rue » ait porté Corazon Aquino au pouvoir : après que, soulignant l'existence de « grandes différences » entre son programme et celui de la veuve de Benigno Aquino (1), le Bayan (mouvement nationaliste légal) ait, de concert avec le Front national démocratique (émanation du Parti communiste clandestin), appelé à un boycott des élections, nombre de ses militants, y compris des responsables, ont du reste apporté leur soutien aux vainqueurs de ces élections. Elle ne peut au demeurant que difficilement voir dans le nouveau gouvernement, comme en la présidente des Philippines elle-même, des représentants des couches dont ses organisations — Bayan et Front national démocratique essentiellement, que seules des différences quant aux moyens à utiliser et non quant aux finalités séparent — se veulent les porte-parole (2).

Aussi la gauche ne s'est-elle pas empressée, malgré les gestes d'ouverture à son égard du gouvernement (libération des prisonniers politiques, y compris de quatre dirigeants communistes : José Maria Sison, Bernarbé Buscayno, Ruben Alegre et Alexander Birondo) d'acquiescer à la « réconciliation nationale » plaidée par Cory Aquino. A peine d'aucuns, impressionnés par le calme régnant au lendemain des élections, avaient conclu à une trêve de facto des guérilleros communistes, que de nouveaux incidents éclatèrent : si la nouvelle présidente des Philippines a bénéficié de cet état de grâce que, à l'étranger, on a pris l'habitude de considérer comme un phénomène naturel accompagnant l'arrivée d'un nouveau pouvoir,

(suite en page 12)



Gamma

Manifestants anti-américains devant la base militaire de Subic Bay.

(suite de la page 11)

c'est surtout... à l'étranger encore, où elle a éveillé une sympathie certaine.

Guère plus d'une semaine après sa prise de fonctions, de nouveaux accrocs entre la N.p.a. (New People's Army, branche armée du P.c.p.) et les forces gouvernementales faisant des morts et des centaines de blessés se produisirent en effet. Selon un membre du Front national démocratique, ces premiers accrocs auraient été provoqués par l'armée – une armée qui n'a accepté qu'à son corps défendant la libération des responsables communistes et chercherait à dissuader Cory Aquino de faire d'autres concessions aux guérilleros. Quoi qu'il en soit, les insurgés n'entendent pas courir le risque de donner à l'armée le temps d'œuvrer à cette réforme réclamée depuis des années par ses actuels chefs qui, multipliant les pressions sur la nouvelle présidente, lui rappellent que l'une des faillites du gouvernement Marcos a été son incapacité à liquider l'insurrection. Peu de temps après ces incidents, la N.p.a. déclara qu'elle refusait de déposer les armes, rejetant la condition posée par la présidente Cory Aquino à une négociation.

La récente nomination dans le gouvernement de plusieurs libéraux : notamment, à la tête de la « Commission de bon gouvernement » (au rôle de simple « conseil » mais qui aurait un poids important), Jovito Salonga qui avait par le passé demandé une légalisation du P.c.p., Ramon Mitra, à qui est confié le portefeuille sensible de l'Agriculture, ou encore, Aquilino Pimentel au poste également clé des Collectivités locales, n'a pas non plus convaincu la gauche, clandestine et légale, de la possibilité d'une coopération avec le gouvernement qui ne comporte pas le risque d'une récupération.

« Mini-plan Marshall »

Récemment de passage à Paris, un représentant du Bayan nous disait que la gauche philippine ne doutait pas d'une libéralisation prochaine, autorisée par le pluralisme existant dans le nouveau gouvernement, mais que celle-ci serait vraisemblablement « limitée à la ville de Manille et à quelques autres centres urbains ». Même défiance chez les membres du Front national démocratique, pour qui les libéraux n'auront pas les mains libres et, de toute façon, ajoutait l'un d'eux, « veilleront d'abord à leurs propres intérêts ». Pris de court par une révolution qu'ils n'avaient envisagée ni dans son échéance ni dans sa nature, le Front national démocratique et le Bayan n'entendent pas s'exposer à une marginalisation en étant, aujourd'hui encore, exclus de la libéralisation attendue. Si l'une et l'autre organisations préconisent une « poursuite de la lutte (3) » avec les moyens qui leur sont propres, elles s'accordent également pour prôner un « soutien aux forces démocratiques » du gouvernement.

Un soutien dont on connaît déjà la mesure, qui sera celle de la capacité de Corazon Aquino à résoudre « les problèmes qui, si Marcos est parti, sont eux, toujours là ». Aux yeux de la gauche, ces problèmes qui doivent être résolus ne résident pas seulement, en matière économique, dans un redressement, dans une simple relance de la production (du reste attendue : le nouveau gouvernement bénéficie de la confiance des milieux d'affaires étrangers et il est par ailleurs question, à Washington et à Manille, d'un « mini-plan Marshall »), mais dans une meilleure répartition des ressources du pays, passant par le démantèlement des monopoles hérités de l'ancien régime : monopoles complaisamment concédés par Marcos à certains de ses « copains », mais également monopoles aux mains de l'ancienne oligarchie, dont le nouveau gouvernement, à travers des personnalités comme Salvador Laurel ou Corazon Aquino, fille d'un magnat du sucre, est l'expression.

En matière de libéralisation politique, la démocratisation attendue par la gauche est censée descendre jusque dans les nombreux « barrios » (villages) de l'archipel où les chefs de clans, « seigneurs de la guerre » faisant la loi à l'aide de milices privées, ne se laisseront pas facilement

A.f.p.



Sœur Gemma Silverro tentant de convaincre les guérilleros de la N.p.a. communiste de déposer les armes.

déposséder du pouvoir que le nouveau gouvernement a l'intention de leur enlever.

Si certains prédisent un ralliement au nouveau gouvernement de sympathisants des organisations de gauche, les difficultés que celui-ci doit surmonter pour réaliser les conditions d'un tel ralliement apparaissent toutefois bien grandes. La preuve reste en effet à faire que, comme le déclarait encore récemment M. Saguisag, porte-parole du gouvernement, les insurgés « n'ont gagné les collines » et étendu leur influence sur un nombre croissant de Philippins « que par leur opposition à Marcos ». Autrement dit, la question de l'insurrection communiste, dans les Philippines de Corazon Aquino, se pose toujours (4), seul le degré de la menace qu'elle représente pour le gouvernement pouvant varier – en perdant de sa force comme en gagnant en intensité, selon que le gouvernement parviendra ou non à répondre aux attentes d'un grand nombre de Philippins dont les conditions de vie se situent au seuil de pauvreté.

Du reste, si l'après-Marcos leur est apparu sous un jour moins inquiétant qu'auparavant, les Etats-Unis, qui ne se sont ralliés à Cory Aquiro qu'au dernier moment, ne sont pas non plus totalement rassurés. En effet, la mise en place d'un gouvernement modéré, qui, au moins pour le moment, a reconduit deux des grands axes de la politique menée par l'ancien régime : la lutte contre l'insurrection communiste et la poursuite des relations Washington-Manille (même si la question des bases après l'expiration du bail demeure en suspens), a dissipé les craintes qu'ils ont longtemps conservées de voir un nouveau pays leur tourner le dos, à l'image de l'Iran ou du Nicaragua, une fois leur despote déchu.

C'est toutefois non sans quelque appréhension qu'ils envisagent les chances de stabilité du nouveau gouvernement, coalition hétéroclite regroupant des fidèles de l'ancien régime (outre les chefs mutins de l'armée, des personnalités telles que José B. Fernandez maintenu directeur de la Banque centrale), des conservateurs et des libéraux, à l'intérieur de laquelle des tensions se font déjà sentir. Outre le malaise existant sur l'attitude à adopter face aux rebelles entre l'armée et des membres du gouvernement tels que Corazon Aquino ou Ovito Salonga, les dissensions se font de plus en plus vives entre la nouvelle présidente et son Premier ministre (également ministre des Affaires étrangères), Salvador Laurel. Estimant ses partisans lésés dans la distribution des portefeuilles, le colistier de Cory, qui avait obtenu d'elle qu'elle se présente sous les couleurs de son parti (l'Unido, centre-droit), a récemment donné un caractère de crise à la lutte d'influence qui oppose ses amis aux libéraux promus par Corazon Aquino : il vient en effet de mettre en garde cette dernière contre « un écroulement de son gouvernement dans un délai de trois mois » (écroulement qui pourrait être provoqué par la démission du Premier ministre et son retour à l'opposition), si les nominations en cours dans les provinces ne profitaient pas davantage à la tendance qu'il incarne.

Il ne fait guère de doute qu'un préalable à la réconciliation nationale prônée par Corazon Aquino réside dans une unité de son gouvernement, dont la cohésion déjà fragile risque d'être mise à plus dure épreuve lors de choix ultérieurs. Aussi, si le cas de figure du Nicaragua ou de l'Iran est écarté, la menace d'instabilité gouvernementale aux Philippines n'est pas sans rappeler un autre scénario, tout aussi inquiétant pour les Etats-Unis : celui que connut le Sud-Viêt-nam après l'assassinat de Diem. Bien que pro-américain et anticommuniste, le gouvernement qui remplaça alors l'ancienne dictature corrompue ne se montra guère plus apte à réunir un véritable soutien populaire et à faire face à la menace communiste, et fut, à son tour, renversé, ainsi en alla-t-il d'une succession de gouvernements qui n'eut de conclusion que dans l'insurrection communiste qui emporta le tout.

Sombre scénario

Ce scénario est sans doute le plus sombre de ceux que l'on peut actuellement envisager. Il n'est peut-être pas étranger, au demeurant, à l'incertitude des Etats-Unis face à un nouveau cours de l'Histoire qui, leur épargnant des déconvenues, ne remplacerait plus des autocrates déchus par des communistes mais par des modérés. Il est toutefois trop tôt pour dire si la « révolution » de février à Manille n'est pas le fruit d'un nouveau cours, mais d'une hésitation de l'Histoire... ●

(1) Notamment sur les deux grandes questions de la réforme agraire et de l'assistance américaine.

(2) Avec une base paysanne et ouvrière, les deux organisations, le Bayan notamment, rayonnent dans d'autres couches sociales par le biais d'associations, souvent professionnelles (enseignants par exemple), qui leur sont affiliées.

(3) La N.p.a. pourrait accepter, dans la mesure où l'armée le respecterait, un cessez-le-feu, mais non de rendre ses armes.

(4) Demeure également la question des rebelles musulmans du Front Moro, auxquels Cory Aquino a promis une indépendance et non l'autonomie revendiquée par ceux-ci pour les treize provinces méridionales à dominante musulmane.

MOYEN-ORIENT : A DOUBLE TOUR

Echec du processus de paix israélo-palestino-jordanien ; révolte et fragilisation de l'Egypte ; succès relatif de la dernière offensive iranienne contre l'Irak ; baisse catastrophique du prix du pétrole et montée de l'islam révolutionnaire ou intégriste : les blocages au Moyen-Orient se font de plus en plus explosifs.



PAR JEAN LIBERMAN

« BLOCAGE général – à potentialités explosives – tant au niveau de la paix que de la guerre » : c'est un tableau surprenant mais singulièrement mouvant et inquiétant, que brossait récemment le remarquable spécialiste des questions internationales, Dominique Moïsi (1), de la nouvelle donne en gestation au Moyen-Orient.

Echec du processus de paix israélo-palestino-jordanien avec l'assassinat d'El Masri, maire de Naplouse ; révolte et fragilisation accrue de l'Egypte ; succès relatif de la dernière offensive iranienne contre l'Irak ; baisse catastrophique du prix du pétrole et montée de l'islam révolutionnaire ou intégriste : le moins que l'on puisse dire de ces quelques aperçus de l'évolution du paysage régional est qu'elle traduit de sérieuses détériorations porteuses, au premier chef, d'une instabilité politique menaçante.

Quoique encore sous-estimé, le facteur nouveau et le plus perturbant de la situation réside dans la chute de l'afflux énorme de richesses, provoquée par l'effondrement des prix du pétrole – et du dollar. Elle entraîne – comme on y assiste déjà – une déstabilisation *accrue* des pays locaux liés à la manne pétrolière, dont souffrent particulièrement les plus modérés.

Accrue, parce que, contrairement aux apparences, les revenus et tarifs fabuleux atteints par la vente du pétrole dans les années 1975-1977 avaient provoqué des effets en retour déstabilisateurs. Du fait des structures encore plus ou moins féodales des pays du Golfe, ces revenus mal gérés, mal investis, posaient, entre autres, un problème non résolu de redistribution des richesses. L'afflux des techniciens étrangers de diverses origines, aux niveaux de vie et aux mœurs différentes, ne fut pas toujours du goût des populations musulmanes.

Cadeau empoisonné

Des éléments qui expliquent le développement – parfois explosif en Arabie saoudite – de cette radicalisation qu'est l'intégrisme musulman. Bref, la fortune pétrolière apparaît aujourd'hui comme un cadeau empoisonné.

Exemple de pays directement ébranlé, l'Egypte, politiquement modérée, pour qui la fin du pactole pétrolier a signifié concrètement : le retour au pays – inabsorbable par une économie malade – de quatre millions de travailleurs émigrés ; la cessation aussi de l'envoi des sommes considérables qu'ils transmettaient à leur familles.

Cet appauvrissement brutal fut le contexte général de la récente révole du Caire...Attisée certes, d'un côté, par la montée active de l'intégrisme musulman et du radicalisme révolutionnaire – en témoigne le nouvel attentat anti-israélien – et, de l'autre, par le règlement de comptes entre police et armée laquelle, en se renforçant puissamment a fragilisé un peu plus le pouvoir de Moubarak... Un Raïs qui est loin d'avoir le charisme de son prédécesseur assassiné, Sadate. Mais l'Egypte n'est nullement tentée, ni en mesure pour autant, de remettre en cause ses grandes options : alliance avec les Etats-Unis et coexistence avec Israël.

Alors que le conflit israélo-palestinien et ses séquelles n'ont cessé de dominer le Proche-Orient, D. Moïsi éclaire d'autre part les raisons de l'échec, sans recours actuel, du processus de paix israélo-jordano-palestinien et même, le passage au second plan, à la minoration, d'un conflit jusque-là décisif. Tandis, qu'à l'initiative de l'équipe Reagan, Palestiniens de l'O.l.p. et Jordanie d'Hussein semblaient

Beyrouth : et les 6 000 civils ?

Le départ des « casques blancs » français signifie-t-il le désengagement de la France au Liban ? Apparemment oui et les 6 000 Français ou Franco-Libanais qui vivent encore dans ce pays déchiré ne manquent pas de s'inquiéter du retrait de cette protection qui était sans doute plus symbolique que réelle mais qui avait le mérite d'exister depuis deux ans. Le fait est que la tâche de ces militaires de la paix était devenue difficile sinon impossible. Présents à Beyrouth pour y surveiller le cessez-le-feu, ils ont eux-mêmes payé un lourd tribut – neuf morts – au fait que ledit cessez-le-feu n'a jamais été appliqué. Il reste 1 500 soldats français au sein de la F.i.n.u.l. dans le sud du Liban qui témoignent que la France n'est pas complètement absente mais ils ne sont pas à Beyrouth où rien n'est plus contrôlable. Puisse au moins ce départ des « casques blancs » faciliter la libération des otages français dont on est à nouveau sans nouvelles depuis plusieurs semaines !

adopter, il y a un an, par les accords d'Amman une position commune et réaliste vis-à-vis d'Israël, c'est Jérusalem qui faisait problème en refusant de négocier avec l'O.l.p. Mais c'est finalement l'O.l.p. qui, en refusant d'admettre les résolutions de l'O.n.u. reconnaissant Israël, fit tout capoter.

Mais l'analyse fait ressortir que le processus n'avait en fait aucune chance d'aboutir. Elle montre en effet, souligne notre interlocuteur, « qu'il y a dans le monde arabe concerné quatre catégories d'acteurs :

– l'Egypte, principale puissance, qui peut négocier avec Israël et veut la paix ;

– la Jordanie, qui veut la paix mais ne peut prendre le risque de l'obtenir. Car elle est soumise au feu vert de ses voisins, notamment la Syrie qui la refuse, mais aussi aux pressions de l'U.r.s.s. et de l'Egypte ;

– la Syrie, qui peut négocier avec Israël mais ne le veut pas car elle a d'autres priorités. Assad, despote habile soutenu par l'U.r.s.s., veut d'abord digérer le Liban et acquérir un leadership de la région. Mieux vaut donc revendiquer le Golan ;

– l'O.l.p., ne peut ni ne veut négocier. Depuis sa défaite de 1982 au Liban, elle n'a jamais été aussi affaiblie. Sa faiblesse est aussi dans l'homme qui la dirige : Arafat. Le but de celui-ci semble être de survivre sans prendre de décision. Il a choisi longtemps la voie de l'unité de son organisation à celle d'une solution modérée. Quand il a paru, récemment, se décider enfin pour le réalisme, il n'a pas eu le courage physique de l'assumer.

Et l'assassinat d'El Masri, maire de Naplouse, prêt à coopérer avec Israël, a sonné le glas de la recherche par Jérusalem d'une alternative palestinienne à l'O.l.p.

En Israël même, il y a d'ailleurs trop de divisions entre les deux partenaires de la coalition pour qu'une négociation sérieuse puisse s'engager. Pérès ne peut jouer la carte de la paix contre les territoires. La situation est donc complètement bloquée alors qu'Hussein et Pérès sont plus proches dans l'analyse que ne l'étaient Begin et Sadate.

De plus, comme les acteurs extérieurs ont beaucoup d'autres préoccupations : pétrole, islam, le conflit a été relativement marginalisé... Une conjoncture cependant pourrissante qui favorise la croissance de l'extrémisme et de l'intolérance aussi bien du côté arabe qu'en Israël : les jeunes, abreuvés de guerre, flirtent avec l'ultra-raciste Kahane et la droite en profite pour occuper le terrain.

La guerre Iran-Irak, enlisée depuis six ans, et dont nous subissons les retombées terroristes via Beyrouth, est un autre exemple de l'impossibilité d'une issue pacifique ou guerrière. Ces deux géants sous-développés n'ont pas les moyens de leur politique.

L'Irak surarmé – notamment par l'U.r.s.s. et la France – n'a pas su utiliser efficacement un matériel ultra-moderne. L'Iran, qui a repris récemment l'initiative des opérations par des sacrifices inouïs, n'a pas les moyens d'imposer une victoire militaire rapide. Et la guerre sera d'autant plus interminable entre ces deux dictatures qu'elle n'est censée se conclure, du moins de la part de l'Iran, que par la capitulation inconditionnelle de l'autre.

En actif arrière-plan, le jeu et les ambitions des superpuissances. L'U.r.s.s., très influente en Syrie et dans l'O.l.p., veut légitimer son statut de puissance mondiale présente dans la région. Elle veut faire croire qu'elle pratique l'ouverture (relations culturelles renouées entre Varsovie et Jérusalem) mais ses enjeux à long terme passent par l'Iran et l'Egypte, voies d'accès aux mers chaudes.

Quand aux Etats-Unis – désireux, surtout aujourd'hui, de donner une leçon à la Libye ils étaient allés jusqu'à prendre quelques risques dans le rapprochement israélo-jordanien en en-

(suite en page 16)



A.f.p.

Manifestations pro-Kadhafi à Tripoli le 28 mars dernier.



Le président syrien Hafez el Assad.

EST-OUEST : REAGAN MONTE LES ENCHERES

(suite de la page 15)

visageant certaines formes de négociations avec l'O.l.p. Faute de résultat, le risque ne sera pas repris puisque dans six mois s'annoncera la campagne électorale.

En réaction à un Occident honni, la montée générale de l'islam, dans ses formes souvent les plus intégristes, comme en Iran, n'est pas le danger le moins inquiétant. Même l'U.r.s.s. y est confrontée dans ses républiques musulmanes.

Mais il n'y a pas lieu de le dramatiser à outrance, par la hantise d'une sorte de « péril jaune », car cet islam fondamentaliste est, en fait, divisé en de nombreux courants. On peut distinguer deux phénomènes.

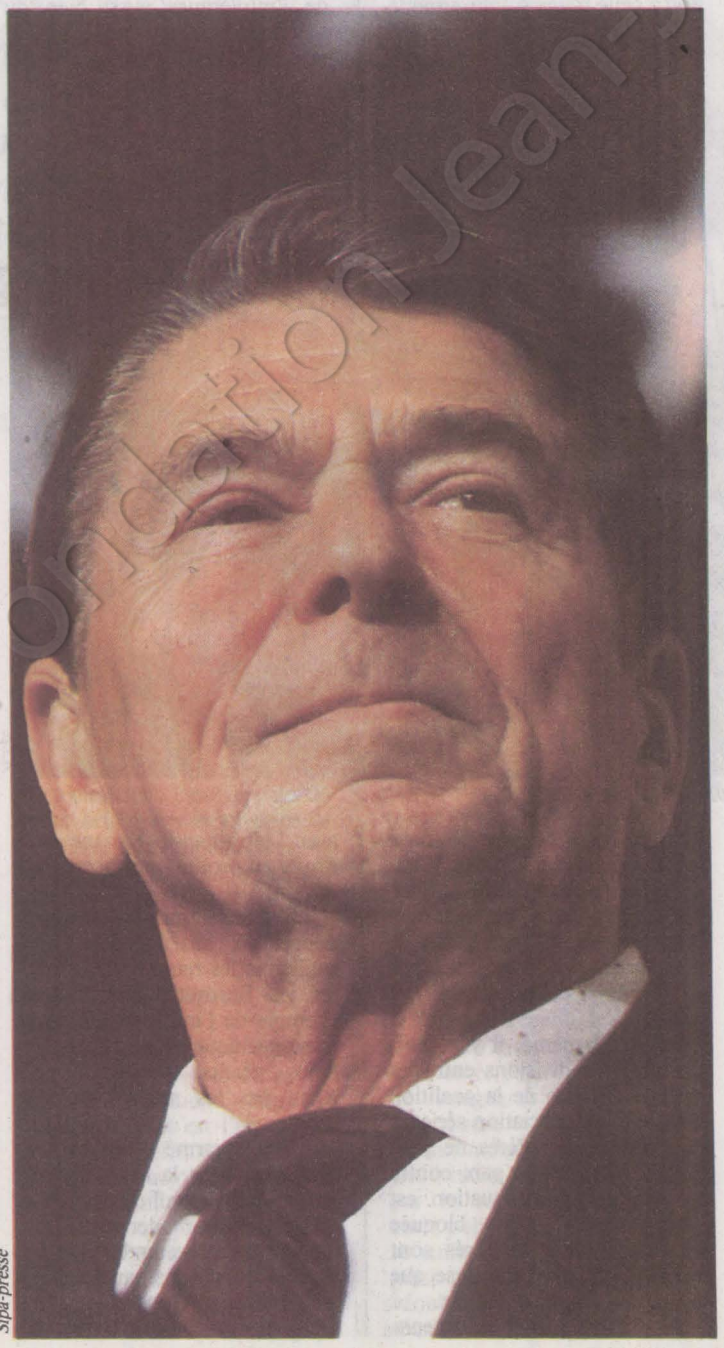
L'Islam révolutionnaire d'abord à la Kadhafi, purificateur et radical, visant au renversement des états considérés comme corrompus. Mais c'est là une forme islamique dissidente (comme le khomeynisme) contre laquelle l'Islam traditionnel, plus modéré, celui des Etats du Golfe, se mobilise. Doublement : par la répression et...la construction de nouvelles mosquées.

Et puis il y a cette autre tendance qu'est l'extrémisme chiite, théocratique, à l'iranienne. Sa force tient en partie à un Etat sanctuaire qui l'inspire et le finance, comme les Hezbollah de Beyrouth. Mais peut-être est-ce aussi sa faiblesse car le chiisme persan n'est pas arabe. Et derrière sa prétendue irrationnalité, il a une rationalité. Liée surtout à la légitimité que s'est acquise la mollahrchie khomeyniste, qui pourrait d'ailleurs survivre à la mort de son leader. Mais alors les plus extrémistes, qui l'ont emporté aujourd'hui, garderont-ils le pouvoir ? Ainsi les jeux sont-ils loin d'être faits.

Certes, la confrontation de cet extrémisme religieux sans crainte de la mort face à notre démocratie médiatisée a suscité un terrorisme redoutable. Mais déjà isolé cependant, et condamné par des élites musulmanes. Raison de plus pour n'admettre aucun renoncement à son égard de notre démocratie. ●

(1) Adjoint au directeur de l'I.f.r.i. Rédacteur en chef de « Politique étrangère ».

Esprit de Genève es-tu là ? Il semble retourné dans les limbes au moment où Washington s'engage tous azimuts dans le tiers monde. Afin de tester peut-être le nouveau concept issu des têtes pensantes du Pentagone : le « C.f.i. » ou conflit de faible intensité.



Sipa-presse

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

ON pouvait penser il y a encore quelques semaines que « l'esprit de Genève » allait signifier, après la rencontre Reagan-Gorbatchev en novembre dernier, une nouvelle étape, avec des rapports plus doux, moins tendus, entre les deux super-Grands de la planète. En ce début du mois d'avril, il faut constater que, si nouvelle étape il y a, il ne s'agit pas d'une nouvelle détente. Ou tout au moins il faut réviser le déjà très malmené concept de « détente » tel qu'il était compris dans les années passées.

Washington et Moscou se disputent à nouveau sur la totalité, ou presque, des sujets qui étaient en discussion aux bords du lac Léman en novembre 1985. Le président américain s'est rallié aux stratèges du Pentagone qui élaborent depuis plusieurs mois la stratégie susceptible de faire face à l'adversaire soviétique dans le tiers monde. L'activisme américain en Méditerranée, face à la Libye, ou en Amérique centrale, face au Nicaragua et aux insurgés salvadoriens ne doit pas cacher les autres engagements militaires dans d'autres conflits régionaux.

Depuis l'Afghanistan jusqu'à l'Angola, les Etats-Unis ont engagé une phase nouvelle dans la compétition avec l'U.r.s.s. A Washington on parle de « C.f.i. », il ne s'agit pas d'une nouvelle arme biologique mais du tout dernier concept issu des têtes pensantes du Pentagone, C.f.i. = « conflit de faible intensité ». D'une part il s'agit de donner aux Etats-Unis les moyens nécessaires, en hommes, en matériel militaire et en argent, pour faire face aux conflits qui existent déjà dans différents endroits du tiers monde. D'autre part le concept de « conflit de faible intensité » permet aux Américains de se positionner par rapport à l'U.r.s.s. et de contrer plus efficacement, selon le Pentagone, les avancées militaires du bloc de l'Est.

Sans toutefois aller jusqu'à l'affrontement direct entre les deux super-Grands. L'expert Michael Klare définit ce nouveau concept

Fondation Jean-Jaurès

Mikhaïl Gorbatchev et Ronald Reagan à Genève.



Sipa-presse

militaire américain. « Selon l'image du « spectre des conflits » du Pentagone, la gradation des conflits militaires dans l'échelle de la violence va des conflits classiques de faible, moyenne, puis de haute intensité jusqu'aux conflits nucléaires, d'abord limités, ensuite de théâtre, pour arriver à la guerre nucléaire intercontinentale. Le conflit de faible intensité correspond à un segment de ce spectre, s'étendant du terrorisme et de la violence civile à la guérilla, ainsi qu'aux escarmouches de frontière et à toutes les autres formes d'affrontement n'atteignant pas le seuil de la guerre totale entre états. Aujourd'hui, les conflits en Afghanistan, en Angola, au Cambodge, au Liban, aux Philippines et en Amérique centrale, relèvent de cette catégorie (1). »

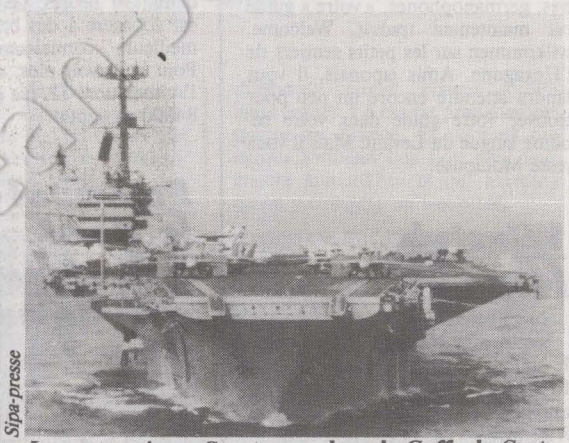
Ainsi depuis quelques jours les journaux américains font état de livraisons d'armes plus sophistiquées aux guérillas antisoviétiques en Angola et en Afghanistan. Sous l'égide de la C.i.a. qui semble vivre une deuxième jeunesse sous l'administration Reagan, ces envois d'armes ont – en plus de ces conséquences sur le rapport des forces au niveau local – un but avoué : bien montrer que les Etats-Unis sont maintenant en conditions de battre en brèche l'influence soviétique dans le tiers monde. C'est du moins l'explication donnée par Michael Armacost, secrétaire d'Etat adjoint pour les Affaires politiques. Exit le syndrôme vietnamien ! Malgré l'opposition rencontrée par ce regain d'activisme musclé chez bon nombre de parlementaires et même au sein du gouvernement, le président américain semble décidé à multiplier les coups d'éclat en pariant sur la fragilité de certaines positions soviétiques.

En Afghanistan, où les Soviétiques sont directement engagés dans les combats, et où se préparent dès maintenant les offensives d'été de l'armée rouge, les nouveaux moyens donnés aux opposants permettront à ces derniers de maintenir la pression sur l'occupant pour que si négociation il y a elle se réalise dans les conditions les moins favorables à Moscou. Ailleurs, les buts poursuivis par Washington peuvent être différents, le renversement d'un gouvernement qualifié « d'hostile » aux intérêts des Etats-Unis sans que les Soviétiques soient directement impliqués, c'est le cas de l'Amérique centrale. Ou encore une dispute plus globale en Afrique par exemple où l'enjeu angolais dépasse, et de loin, le conflit entre Luanda et son opposition armée, l'Unita. Le véritable enjeu a dans ce dernier cas des proportions immédiatement continentales. C'est l'équilibre des puissances en Afrique, du Nord au Sud, qui se joue autour de ce conflit régional.



A.f.p.

Exode au Honduras.



Sipa-presse

Le porte avion « Saratoga » dans le Golfe de Syrte.

D'autres pays africains suivent ces événements avec attention et évaluent les réussites et les échecs de deux rivaux planétaires, l'idéologie n'est pas le facteur déterminant des alliances et des allégeances dans cette partie du monde, si l'U.r.s.s. n'arrive pas à tenir ses promesses face à ses amis africains ils devront se tourner vers un autre partenaire. Dans une Afrique en mouvement, les coups de boutoir américains sur l'Angola risquent d'avoir des conséquences graves pour la toute récente implantation soviétique en Afrique. De la Méditerranée au Cap de Bonne-Espérence, on a bien sûr enregistré la tiède réaction de l'U.r.s.s. vis-à-vis de la démonstration de force américaine dans le Golfe de Syrte.

L'Agence Tass suit avec attention, elle aussi, la « longue série de provocations américaines de ces derniers mois ». Récemment elle en venait même à se demander si les Etats-Unis n'étaient pas en train d'enterrer l'éphémère « esprit de Genève ». Toutes les « initiatives de paix » lancées, à grand renfort de publicité, par Mikhaïl Gorbatchev depuis novembre dernier ont reçu des réponses américaines négatives. Sur le plan de la propagande ça peut être intéressant pour le premier des Soviétiques d'apparaître comme l'infatigable « défenseur de la paix mondiale ». Sur le terrain plus pratique des relations internationales il est évident que ces dernières rebuffades ressemblent fort à un défi que l'U.r.s.s. devra relever. Peut-elle le faire ?

Difficile à dire dans l'immédiat. Washington s'engage dans une escalade dans le tiers monde qui ne laissera pas indifférent les pays de l'Est. Mais rien ne va plus non plus dans le dialogue Est-Ouest sur des problèmes tels que la réduction des armements nucléaires, l'initiative de défense stratégique (d'inspiration américaine), les euromissiles. En général sur tous les grands dossiers qui avaient été évoqués lors de la dernière réunion de Genève les progrès dans les négociations sont inexistants. Dans ces conditions la tenue d'un prochain sommet semble très compromise. ●

(1) « Le Monde diplomatique », mars 1986.

PAR PIERRE-YVES POINDRON

Randonner en anglais, allemand, hollandais

Signalons aux randonneurs la sortie du guide mémento publié par la Fédération française de la randonnée pédestre : « Randonner ». Tout sur les sentiers, tout sur les topoguides, tout sur les adresses utiles. En vente à la F.f.r.p., 9, avenue George V, 75008 Paris et dans les kiosques. Amis anglophones, néerlandophones, germanophones, « votre » guide est maintenant traduit. Welcome, wilkommen sur les petits sentiers de l'Hexagone. Amis japonais, il vous faudra attendre encore un peu pour trouver votre guide dans votre sublime langue du Levant. Mais il vous reste Mulhouse.

Winstub en japonais

Une petite médaille pour l'office de tourisme de Mulhouse qui vient de publier son document d'appel en japonais. Mais comment traduire Winstuwa, Waedele, Gewurtzraminer, Schiffele et autres spécialités alsaciennes ? Sinon en les dégustant ? Il y a pour sûr de l'étonnement dans l'air.

A vos truelles

D'accords, il y a le Nord, mais le Sud, avouons-le, n'est pas mal non plus. Aux amoureux de vieilles pierres et de vieilles tuiles, aux fans d'architecture régionale, aux mordus d'archéologie, l'A.p.a.r.e., l'Association pour la participation et l'action régionale, propose une dizaine de chantiers bénévoles en Provence. Une façon de joindre l'utile à l'agréable et au convivial. Située au sud de la Montagne de Lure, à quelques kilomètres de Saint-Etienne, les Orgues dans les Alpes-de-Haute-Provence, l'église Notre-Dame-de-Lure, ancienne abbaye bénédictine du XII[e] siècle, en grande partie restaurée, a besoin d'un toit en lauzes pour devenir un centre d'hébergement permanent. L'A.p.a.r.e. vous propose de poser les « dernières lauzes » au cours de stages en août ou septembre. La Bergerie des plus hautes Chapellanes, au cœur de la montagne de Lure, se meurt. L'A.p.a.r.e. se propose de la rendre à sa vocation pastorale et d'en faire en outre un gîte de randonnée. L'église du Beaucet, une commune du Vaucluse à quinze kilomètres de Carpentras, bat un peu de l'aile, vous pouvez participer à sa restauration. De même pour la chapelle du Saint-Sépulcre à Beaumont, dans le Ventoux. Marmoiron, dans le Vaucluse, recèle des trésors archéologiques cachés. L'A.p.a.r.e. se propose de restaurer l'ancien château pour en faire un musée... Il y a donc l'embarras du choix. En tout une dizaine de chantiers ouverts à tous au-dessus de seize ans. Participation au chantier : 260 F. L'association prend à sa charge les frais d'hébergement, de nourriture, d'essence pendant la durée du chantier. Travail hebdomadaire : 30 heures. Le reste du temps est consacré à des balades et à une meilleure connaissance du pays. Pour en savoir plus, se renseigner à l'Association, 32, rue de la Bancasse, 84000 Avignon.

Pourquoi pas le Nord, une région chaude au cœur ?

Si vous disposez d'une petite semaine et si le « tourisme-paillettes », le « tourisme-devoir de vacances, plage et bronzing obligés » ne vous séduisent pas particulièrement, bref si vous avez envie de découvrir par vous-même des petits trésors cachés, de recréer par votre curiosité un paysage, si vous aimez jouer les poètes, pourquoi ne pas aller dans le Nord-Pas-de-Calais ? Je ne plaisante pas. Si vous aviez, comme moi, sous les yeux, les photos du parc régional, vous vous réserveriez quelques jours pour y faire un saut. Rien que les noms : la plaine de la Scarpe et de l'Escaut... l'Audomarois... le Boulonnais, ça ne sent peut-être pas le soleil, mais ça fleure le terroir.

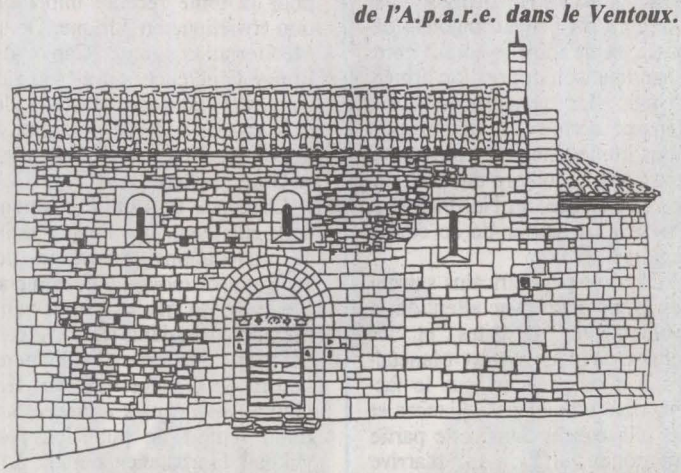
On a tort de faire une fixation sur les terrils et les corons. Au demeurant, ceux-ci ont leur charme pour qui est curieux de la vie sous toutes ses formes. Mais la plaine de la Scarpe et de l'Escaut ! Verdure, grosses fermes surmontées d'un prestigieux pigeonnier, fermes entièrement tournées vers la cour, la vie quotidienne, le labeur, fermes en brique aux murs aveugles mais non hostiles, fermes solides sans arêtes agressives, fermes dans un doux paysage, mélange d'ardoises et de tuiles, bosquets, marais, canaux... à coup sûr, la plaine de la Scarpe et de l'Escaut mérite plus qu'un crochet condescendant, une petite halte à Saint-Amand-les-Eaux ou Condé-sur-l'Escaut. Ou mieux : un arrêt au centre d'animation et d'étude des milieux d'Amaury-Hergnies (1), en bordure de l'étang d'Amaury.

Le centre d'Amaury est un lieu de détente et d'observation de la nature. Une réserve ornithologique. Les enfants du coin y vont avec leur professeur en chantant des chansons de Perret. Au menu : randonnées à cheval ou en bateau ou à vélo ou à roulotte ou à pieds. Quand je dis « ou », ça peut être fromage ET dessert. Possibilités d'hébergement. Trouvez-vous aux syndicats d'initiative ou offices de tourisme les dépliants des différents circuits à faire : « le circuit des fortifications » qui rappelle que le coin n'a pas toujours été de tout repos pour les civils, « le circuit du grand Vivier » — tout en marais autrefois — la découverte du fort de Flines, construit en 1880 pour protéger les écluses de l'Escaut à une époque où la confiance ne régnait pas aux frontières de l'Est, enfin tout un tas de promenades où l'amateur photographe trouve son bonheur.



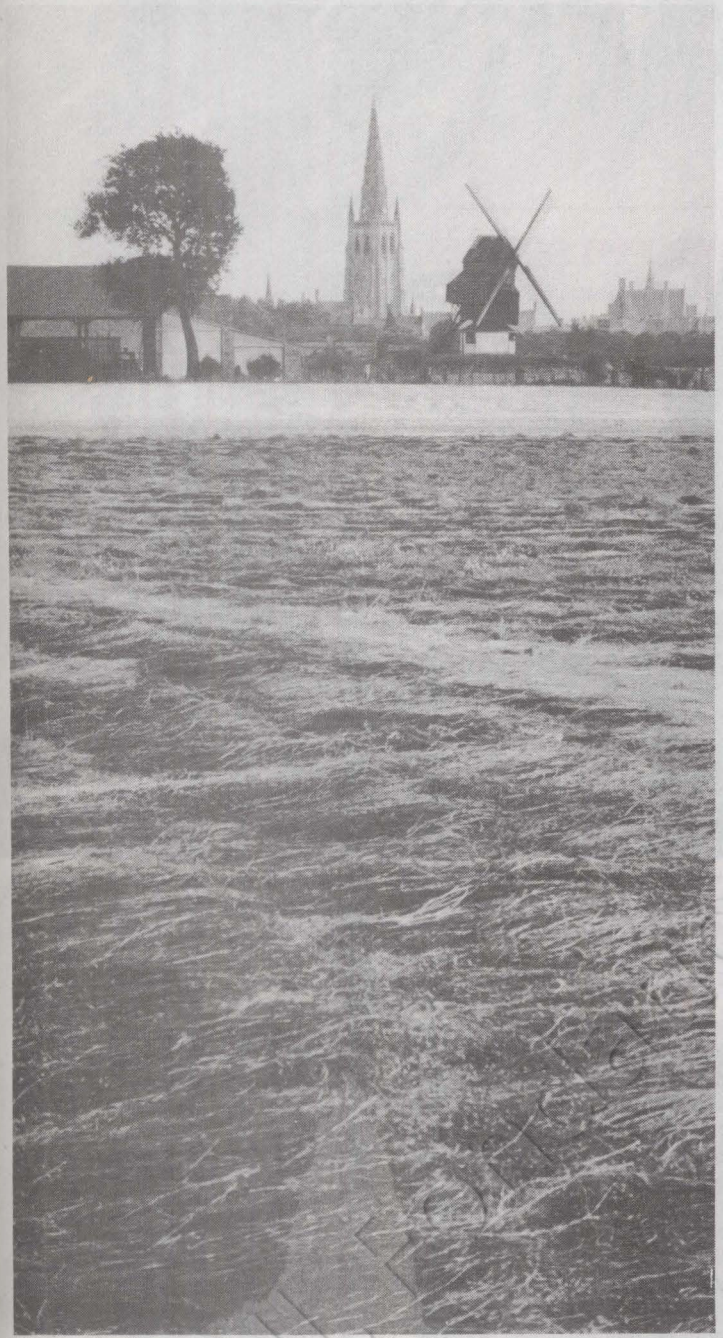
Au Cap Blanc-Nez.

Dessin de la chapelle du Saint-Sépulcre, un des chantiers de l'A.p.a.r.e. dans le Ventoux.



Au fait, sait-il, le photographe amateur, où se situe la plaine de la Scarpe et de l'Escaut ? Je m'en doutais. Il ne sait pas, le malheureux, que c'est tout près de Valenciennes, à côté de Denain, pas très loin de Lille, finalement. Une région sympathique à tous points de vue. Si, il savait ? Alors, il a le droit de passer dans l'Audomarois, la région de Saint-Omer, une région de marais, de rivières, d'étangs. Question rouge : quelle est la rivière qui traverse en une seule lettre l'Audomarois ? « Question difficile, envoyée par Mme X... » « L'Aa ? » « Oui, excellent candidat, l'Aa et sa commère, la Hem. » Visite de Saint-Omer quasi obligée... promenade en bateau, ne fut-ce que pour emprunter l'ascenseur à bateaux des Fontinettes. Voilà l'Audomarois.

• Un pas de plus et vous êtes dans le



Champ de lin, en toile de fond la ville d'Houshoote.

L'autoroute au bout du fil

N'oubliez pas que vous pouvez dorénavant concocter votre trajet autoroutier sur votre Minitel. Pour cela il suffit de composer le 34.14.91.66 puis les lettres « ASFA ». On peut obtenir ainsi l'itinéraire entre vingt-huit métropoles, le temps approximatif, le prix du péage, les différents services proposés aux usagers (essence, restaurant, hôtel, grandes haltes autoroutières, possibilité de change bancaire, etc.) le long des autoroutes, les jours de circulation à éviter, les travaux prévus. La consultation « d'autoroutes-informations » est gratuite, l'utilisateur n'ayant qu'à s'acquitter de la taxe P.T.T. MINITEL (2 F toutes les cinq minutes environ). La réalisation et la gestion de cette banque de données sont assurées par l'Association des sociétés françaises d'autoroute.

Accessible à partir de la France entière.

Boulonnais. La douceur de ses arbres, profilés par le vent marin. Les falaises du Gris-nez et du Blanc-nez.

Un peu plus bas, la Somme n'a pas démérité de notre touriste curieux. Comme dans le Boulonnais, on trouve dans l'arrière-pays, au hasard des routes secondaires, d'étonnants petits châteaux injustement méconnus. Les dunes du Marquenterre offrent aussi de quoi rêver... Mais, de la plaine de la Scarpe et de l'Escault, au lieu de filer vers la côte, vous pouvez tout au contraire descendre vers le département de l'Aisne. Laon, évidemment, l'ancienne capitale des Carolingiens, mais surtout la Thiérache, un petit morceau d'histoire perdu dans les bocages. La Thiérache a eu, en effet, le malheur de se trouver sur la route des Espagnols à une époque où ceux-ci ne faisaient pas encore leur entrée dans le Marché commun. Souvenez-vous, l'Espagne possédait des terres au nord de l'Europe et, de temps à autre, ses soldats faisaient quelques incursions, redoutées des habitants de la Thiérache. Pour se défendre, ceux-ci avaient fortifié leurs églises. Le cas est pratiquement unique en France. Et ce sont ces églises fortifiées que l'on peut voir encore aujourd'hui et qui méritent qu'on y consacre un week-end.

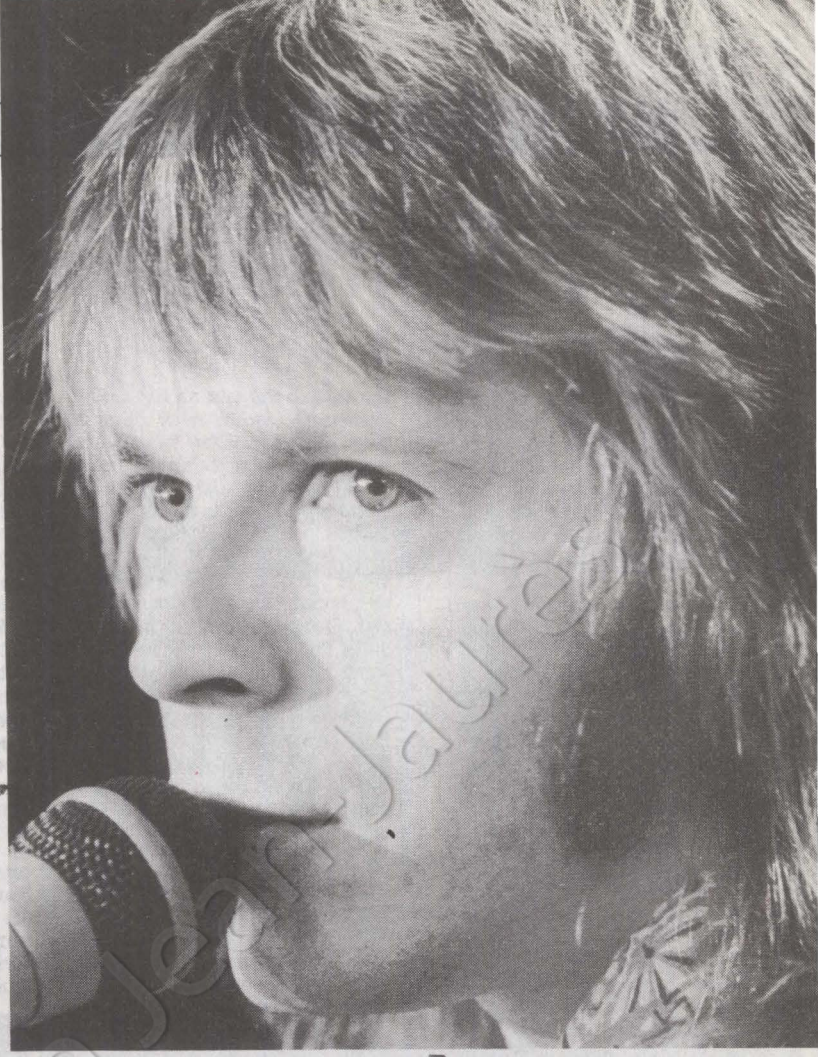


Montreuil-sur-Mer.



Arras, la Grande-Place.

BOURGES AN X : UN FESTIVAL CACHE-MISERE



Renaud : un million de disques vendus !



Michel Jonasz.

A.fp.

Le Printemps de Bourges se porte bien, la chanson française se porte mal ! Bourges c'est chaque année la photo arrêtée de la chanson qui survit dans un contexte d'effondrement général face à la marée anglo-saxonne.

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

« L'HUMANITÉ » jubile : « Le danger est aujourd'hui écarté ! » Le danger ? Quel danger ? Figurez-vous qu'à la fin du Printemps de Bourges 1985, le bruit (lancé par qui ?) avait couru que l'annuel festival de la chanson, créé en pays berrichon en 1977, pourrait devenir itinérant, que la ville de Montpellier serait prête à l'accueillir, que... Rumeurs et conditionnels s'additionnant, le maire communiste de Bourges avait sorti sa botte secrète : une affiche intitulée « Vive le 10e Printemps de Bourges... à Bourges. » Bizarre, bizarre... J'ai personnellement souvenir que les élus communistes de Bourges n'étaient pas vraiment de chauds partisans des premiers Printemps de Bourges ! Ne soyons pas cruels : ce retournement de veste prouve qu'il reste encore quelques responsables communistes capables d'évoluer. Et applaudissons la conclusion péremptoire de « l'Huma » : « Bourges reste dans Bourges. La vie n'est pas toujours moche. » N'est-ce pas, camarade ?

L'équipe du Printemps de Bourges se porte bien aussi. Merci pour elle. Pour éviter qu'un seul citoyen français puisse en douter, elle a tenu à publier



Jacques Higelin.

A.fp.

Collection Jean Jaurès

un bulletin de santé, pardon un dossier de presse en forme d'auto-monument : « 13 000 entrées en 1977, 95 000 en 1985 (...). Un public jeune composé de 75 % de moins de 25 ans, aussi curieux de découvrir de nouveaux talents que d'applaudir les valeurs confirmées. Le Printemps de Bourges s'enorgueillit d'être un des rares événements artistiques à la fois culturel et populaire. » S'ils le disent et l'écrivent eux-mêmes... Inutile, désormais, d'aller à Bourges pour couvrir l'événement. Suffit de recopier « l'Huma » ou le dossier de presse.

La brochette quoi !

Soyons juste : cette année encore comme les précédentes, l'affiche du Printemps de Bourges est clinquante, riche, brillante : « quatre-vingt-douze spectacles présentés en dix jours dans neuf lieux différents » (1) ; de Renaud à Jacques Higelin, en passant par Serge Gainsbourg, Catherine Lara, Véronique Sanson, Touré Kunda, Hubert-Félix Thiéfaine, les Chœurs de l'Opéra, Barbara-Depardieu, Michel Portal et l'Orchestre national de jazz, une « nuit de jazz » (Nougaro-Lookwood-Portal), le « Requiem » de Mozart, Anne Sylvestre, Bill Baxter, Gilbert Laffaille, Gérard Delahaye, Yves Duteil, Michel Bulher, Gilles Vigneault, etc. La brochette, quoi ! C'est-à-dire la concentration en quelques jours de tout ce qui compte et marche en ce moment dans la chanson. C'est-à-dire la possibilité, pour qui en a les moyens financiers, de se faire en une semaine une cure de « tubes » et de refrains. Succès assuré.

Evidence : ce genre de mayonnaise, n'en déplaise à « l'Huma », pourrait être montée n'importe où... à condition de lui garder son caractère d'événement annuel unique. Mais, multipliez les printemps ou les étés de la chanson, faites-en naître d'autres dans plusieurs villes de France, plusieurs fois par an, et vous verrez le caractère fragile et artificiel du phénomène : on sera loin des cent mille entrées par festival ! Car telle est la réalité : la chanson ne fait plus vraiment recette même si Bourges, une fois l'an, fait croire le contraire.

Quand le Printemps de Bourges est né, en 1977, on était en pleine euphorie : la jeune chanson française faisait un véritable tabac ; Yves Duteil vendait sept cent mille albums par an (plus que Brassens) ; Cabu allait en reportage à Bourges et « Charlie-Hebdo » en faisait une double page ; les « Nouvelles littéraires » sortaient un numéro spécial, en confiaient la rédaction en chef à Maxime Le Forestier et titraient triomphalement sur « la Chanson retrouvée » ; chacun prédisait la mort du « show-biz » et la victoire prochaine des « artisses » ; les multinationales du disque semblaient se rallier à la mutation en gonflant leurs catalogues à grand coup de chanteuses et de chanteurs français.

Souvenez-vous des éclosions en série : Bernard Lavilliers, Michel Jonasz, Yvan Dautin, Catherine Ribeiro, Joan-Pau Verdier, Roger Siffer, Mama Béa, Julos Beaucarne, etc. ; on avait l'impression que les enfants de 68 prenaient enfin d'assaut la forteresse « chanson », qu'ils allaient tout balayer sur leur passage, qu'ils s'installaient définitivement à la place des « yé-yé », à la place de leurs pères mythiques (Trénet, Ferré, Brassens, Brel).

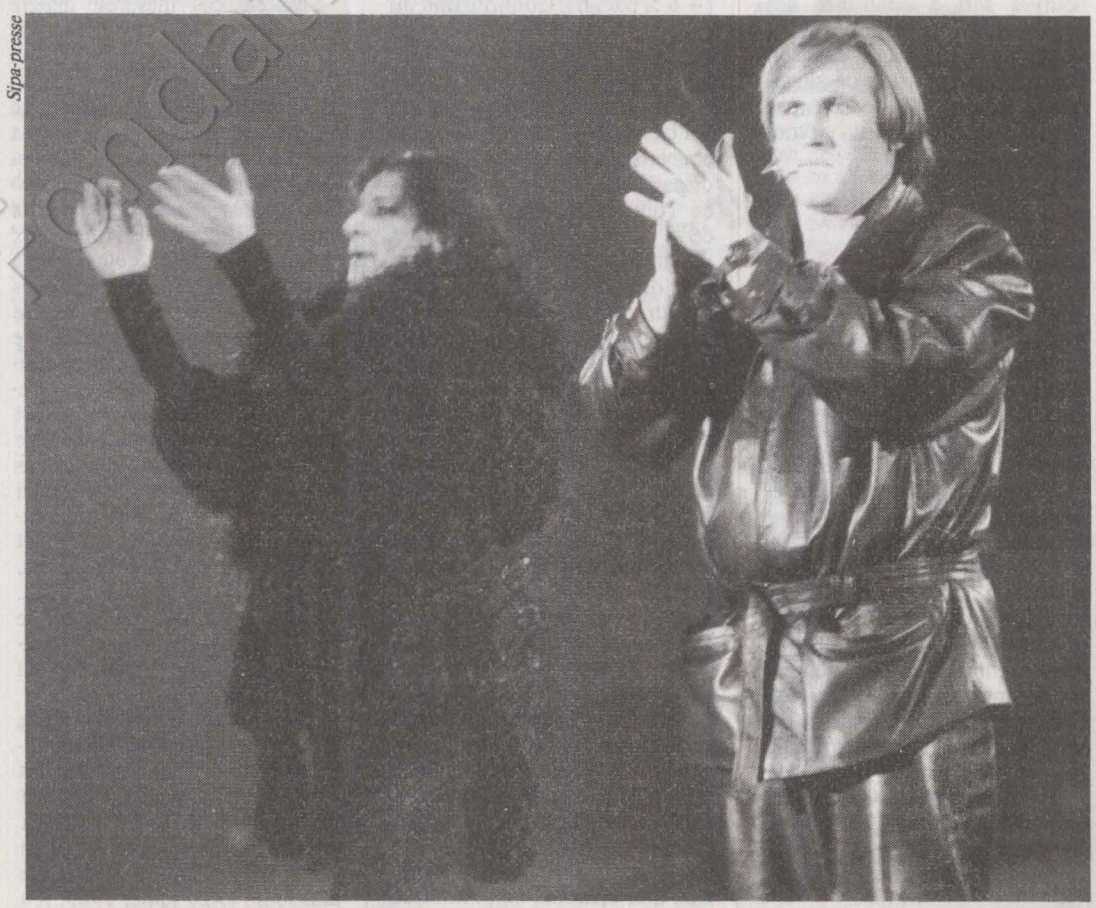
Il y eut alors quelques « jobards » pour « théoriser » à partir du contenu des émissions de Jean-Louis Foulquier (sur France-Inter) et pour parler de « nouvelle chanson française ». Que reste-t-il aujourd'hui de cette « n.c.f. » ? Lavilliers et Jonasz ont tenu le coup, les autres se font rares (c'est un euphémisme !) : ils ne « tournent » pratiquement plus, ils n'ont plus de maison de disques, on ne les entend plus sur les ondes. La réussite à répétition du Prin-

(suite en page 22)

Il n'y a pas que Bourges...

La chanson francophone compte encore quelques rescapés. par exemple :

– Michel Berger : au Zénith (du 11 au 19 avril).
– Anne Sylvestre : à l'Olympia (du 15 au 19 avril).
– Henri Tachan : au Déjazet, 41, boulevard du Temple (du 6 mai au 8 juin).
– Bernadette Rollin : au Théâtre du Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe (du 22 au 26 avril).
– Maren Berg : à Cachan (le 12 avril).
– Romain Didier : au Théâtre de la Ville (les 9 et 10 avril).
– Gilles Vigneault : en tournée, le 6 avril à Evreux, le 8 a l'Haÿ-les-Roses, le 10 à Beauvais, le 11 à Villejuif, le 13 à Verdun, le 14 à Thionville, le 15 à Mulhouse, le 16 à Dijon, le 17 à Vesoul, le 18 à Macon, le 19 au Creusot, le 20 à Annecy, le 22 à Clermont-Ferrand, le 23 à Aurillac, le 24 à Limoges, le 25 à Montluçon, les 26 et 27 à Orléans, les 28 et 29 à Poitiers.



Sipa-presse

Barbara-Depardieu.


Gamma

Charlélie Couture.


A.f.p.

Yves Duteil.

(suite de la page 21)

temps de Bourges n'a manifestement pas réussi à sauver des artistes que la direction dudit festival prétend volontiers avoir « inventés » ! Le Printemps de Bourges se porte bien, la chanson française se porte mal ; à quoi sert Bourges ?

Selon certains, le Printemps de Bourges servirait à « renouveler » la chanson. C'est-à-dire que chaque « petit nouveau » ou « petite nouvelle » de la chanson apparaîtrait comme ça, miraculeusement, chaque année à Bourges. Il y a des naïfs pour le croire, il y a des ignares pour l'écrire ; ainsi a-t-on pu lire dans « le Monde » du 28 mars 1986 : « C'est à Bourges qu'ont démarré Higelin, Renaud, Charlélie Couture... » Non ! Higelin et Renaud ont « démarré » avant que Bourges existe, bien avant même dans le cas d'Higelin ! Et Couture a été « lancé » au début de 1981 par l'émission « Y a d'la chanson dans l'air » qui le « matraquait » tous les soirs ! En fait, au mieux, Bourges sert à confirmer des talents déjà reconnus. Mais, pendant ce temps-là, la chanson française est en pleine dégringolade... Si Bourges ne sert pas vraiment à rien, Bourges, en tout cas, n'empêche rien.

Le pire évité grâce à Lang

Bourges, c'est, chaque année, la photo arrêtée (approximative) de la chanson qui survit. Mais Bourges n'est pour rien dans cette vie. Mais Bourges n'empêche pas cette part de vie de rétrécir d'une année sur l'autre. Prenons les « hits » français du premier trimestre 1986 : « Hey Joe » de Baschung, « Papa chanteur » de Jean-Luc Lahaye, « Embrasse-moi, idiot » de Bill Baxter et « Quelque chose de Tennessee » de Johnny Hallyday. On ne voit absolument pas en quoi, de près ou de loin, Bourges est pour quelque chose dans le succès de ces chansons-là. On ne voit pas très bien non plus de quel poids le Printemps pèse, face à ces ritournelles plus ou moins commerciales, pour imposer une autre chanson, une chanson différente.

Contexte général : l'effondrement du marché du disque. Il régresse à raison de 15 % par an ; la progression du disque compact ne compensant pas la chute régulière des ventes de 45 tours (– 6 % par an). Confirmation du côté du spectacle : diminution du nombre de concerts donnés chaque année et diminution des droits d'auteur perçus par la S.a.c.e.m. à l'occasion de ces concerts. Ce qui a entraîné la disparition progressive des salles de contenance moyenne (deux cents à deux mille places) en province, et leur remplacement par des grosses jauges (petit Zénith, chapiteaux, etc.). Le gigantisme n'étant pas dans les moyens (artistiques et financiers) de tous les artistes, la liste des chanteurs-chômeurs s'est allongée.

Le pire a cependant été évité grâce à la politique menée par Jack Lang. Jusqu'en 1981, la chanson n'avait fait l'objet d'aucun acte de reconnaissance de la part du ministère de la Culture. A partir de février 1982, une « action en faveur de la chanson et des variétés » a été menée par les services de la Rue de Valois : ouverture d'un centre de formation supérieure dit « Studio des variétés », lancement de quatre centres régionaux de la chanson, aide à la diffusion, création de salles, signature de conventions avec des collectivités locales, aide à la création, etc. Au total, pour l'année 1985, le ministère de la Culture a débloqué douze millions de francs pour la chanson : un dixième de cette somme a déjà été attribué au Printemps de Bourges !

Malgré ces mesures, malgré ces aides, le Conseil supérieur de la musique, en janvier 1986, a dû faire ce constat en forme de cri d'alarme : « La chanson française recule partout ! » Le rapport précise, sobrement mais sans réplique possible : « l'impossibilité d'accès aux médias pour la majorité des produits musicaux nationaux porte un coup grave à la culture française. » En termes plus brutaux, cela pourrait se dire ainsi : la chanson francophone est en train de disparaître progressivement des radios et télévisions françaises, qu'elles soient publiques ou privées. A titre d'exemple, on peut citer le cas des radios locales privées qui diffusent 80 % de chansons anglophones contre seulement 20 % de chansons francophones. Ce qui explique que la S.a.c.e.m. ait dû verser dix milliards de francs de droits à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis en 1984.

Devant ces chiffres, Jack Lang a regretté plusieurs fois publiquement et vivement « que les médias audiovisuels ne donnent pas la place qu'ils méritent aux grands talents français et aussi aux jeunes talents. » Il est allé plus loin : le 26 juillet 1985, il a écrit une longue lettre en anglais à Michèle Cotta, présidente de la Haute-Autorité, pour protester contre l'invasion des ondes et des petits écrans français par la chanson anglo-saxonne. On pouvait lire, en anglais dans le texte : « Si j'écris aujourd'hui en anglais, c'est que j'ai fini par croire que cette langue peut avoir plus de chance d'attirer votre attention. Après tout, l'anglais dominera bientôt nos médias... » On ne sache pas que la Haute-Autorité ait tenu compte de cette missive insolente mais judicieuse ni qu'elle ait pris la moindre mesure.

On a souvent parler de « crise du show-biz » ou de « crise de la chanson ». Mais sans donner vraiment de précisions, sans expliquer que c'étaient le show-biz français et la chanson française qui se « ramassaient ». Parce que, du côté du biz et des tubes anglo-américains, ça va plutôt bien... On n'a pas assez dit que la triste métamorphose était française et francophone (les Belges, les Suisses et les Québécois connaissent la même régression). On n'a pas assez dit que dans la tempête ont été emportés : des firmes de disque, des producteurs indépendants, des éditeurs phonographiques, des agents artistiques, des entrepreneurs de spectacles, sans oublier les chanteurs eux-mêmes.

Bref, en dix ans (c'est l'âge du Printemps de Bourges), on a assisté au cœur du show-biz français à une cascade de concentrations. Qui dit concentration dit réduction : réduction du nombre des spectacles et du nombre des chanteurs, réduction de l'audience (dans les salles et chez les disquaires), réduction de l'impact et de la place de la chanson française dans les médias. Et le fait que Renaud vende plus d'un million d'albums ou qu'il signe un « contrat de footballeur » (18 millions de francs) pour être transféré chez Virgin, ne change rien à la déconfiture générale. Pas plus que la « réussite » du Printemps de Bourges ne sert à compenser le déclin général de la chanson francophone.

Le Printemps de Bourges n'est que le cache-misère de la chanson française. ●

(1) Depuis le 28 mars et jusqu'au 6 avril.

Des produits pas si domestiques que ça...

PAR DENIS DANGAIX

Entre 6 et 12 000 personnes (femmes et enfants surtout) meurent chaque année, des accidents dus à la consommation. La gomme que l'on avale, la chute dans l'escalier, le fer ou la machine qui « éclate »... La liste est longue.

Le pneu qui fait boum, la poussette qui plie... Il n'y a pas de comique dans ces situations. Pas plus que quand l'extincteur éclate, ou que la mini-voiture défaille... De la pastille qui tue à la gomme qui étouffe, dure est la réalité du produit.

Kloros, Sicli, Mousse urée formol, savon Chat mousse, poussettes pliantes, il n'est pas possible de les citer tous, tant ceux-ci sont responsables de délits. Oui, de délits. Car comment nommer une situation à conséquence catastrophique quand celle-ci, faute d'être prévue, a superbement été ignorée et qu'il y a accident ? Et, de ce fait, précisent les professionnels, il n'était pas prévisible. Il y a accidents, certes, mais, en matière de sécurité, il ne peut y avoir de laisser-aller.

En excluant des statistiques tout ce qui touche aux accidents de circulation et de travail, ce sont, chaque année entre 6 et 12 000 cas de décès pour cause de « réactions domestiques ». Entre 6 000 et 12 000 tués, « relevés » dans des situations dans lesquelles des produits ou des services sont impliqués. La chute dans les escaliers, les défenestrations, le four qui implose ou l'enfant qui avale des pastilles détergeantes, les pièges multiples de nos sociétés à modèles estampillés sont là pour nous rappeler les devoirs premiers des producteurs. Sécurité, information et prévention du produit.

La loi du 21 juillet 1983, loi dite Lalumière, affirme dans son article premier que : « Les produits et les services doivent, dans des conditions normales d'utilisation ou dans d'autres conditions raisonnablement prévisibles par le professionnel, présenter la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre et ne pas porter atteinte à la santé des personnes. » C'est clair. Et pourtant, rappellons pour la petite histoire les polémiques que cet article avait suscitées. D'aucuns, se réclamant d'un certain libéralisme (tiens, tiens !), affirmaient qu'il y avait « mauvais procès » à laisser entendre qu'un produit, dans son utilisation première, ne pouvait assurer une totale sécurité. D'autres précisaient que le cadre légal du « consumérisme », loi de 1905 sur la définition du produit plus celle de 1978 (loi Scrivener), indiquant les notions de « label » et de « qualité » était « nécessaire et suffisant », ce qui excluait d'office toute notion supplémentaire.

Définition du produit, qualité, sécurité, le tiercé consumériste était placé. Ajoutons à cela les réformes sur les normes, l'ouverture aux partenaires de données, jusqu'alors réservées aux spécialistes, et le canevas est ficelé.

Si la théorie paraît solide, la pratique, hélas, l'est moins. En un an d'existence, elle a été créée en janvier 1985, la commission de la sécurité des consommations, commission issue de la loi de 1983, a eu à effectuer quelques procédures. Cette commission a une triple mission. Recenser, d'abord, et recueillir les données concernant les accidents de consommation. Informer, ensuite, les consommateurs et les fabricants des dangers de certains produits ou services. Instruire, enfin, sur saisine de toute personne physique ou morale. Mais attention ! Instruire ne veut pas dire réparer. La commission n'a pas le pouvoir de décider ; elle propose. Elle n'a pas non plus le pouvoir de réglementer ; elle n'intervient qu'à titre préventif.

Et qu'a-t-elle noté ? D'abord, plus le produit paraît anodin, plus il « peut » être, en condition dite normale, dangereux. Ensuite, il y a une certaine forme d'insouciance, le plus souvent, et il faut le signaler, chez le consommateur. Celui-ci, quand l'accident se produit est... surpris. De plus, les producteurs n'aiment pas l'administratif tatillon. Il en faut parfois peu pour « arranger » un éventuel problème. Enfin, on discerne certaines attitudes de franc mépris pour le « danger potentiel » assimilable aux délits.

L'extincteur Sicli présente des problèmes dus à la fabrication. La consommation, alertée, propose une amélioration de la norme accompagnée d'un étiquetage précis et lisible. Cela paraît dérisoire. Et pourtant, cela suffit. Les gommes « Bonbons », dont la confusion avec les denrées alimentaires a entraîné des accidents mortels chez les jeunes enfants. La commission a fait prendre acte de ces produits. Le savon « Chat mousse », dont le bec verseur était incorrect et dont la publicité incitait à l'utilisation d'un produit classé irritant – pour les peaux sensibles –, a fait l'objet d'une enquête de ladite commission. Résultats : modification de la conception du bec et rectification du message publicitaire.

Que ce soient des décrets sur les substances dangereuses ou les mini-voitures, c'est toujours la même chose. L'accident n'arrive qu'aux autres. La lecture de ces « délits » d'ordre domestique inspire une seule réflexion : un produit ou un service, ce n'est jamais sûr à 100 %.

● **Commission de la sécurité des consommateurs, 3, rue Blanche, 75009 Paris. Tél. : 48.74.01.06.**



L'accident domestique tueur de femmes

Le Conseil national des assurances-maladie (Cnam) et la Fédération nationale de la mutualité française (Fnmf) ont effectué, il y a un an, une étude sur le « style » des accidents. Celle-ci a porté sur un échantillon de 5 000 personnes, 2 000 familles. L'opération s'est tenue dans les Deux-Sèvres. En voici les résultats.

Tous accidents (domestiques, sports et loisirs...)

Chute... 43 %
Choc... 24 %
Brûlures... 6 %
Electricité... 1 %
Intoxication... 1,5 %
Corps étrangers avalés... 1,5 %, etc.

Un autre résultat est tout aussi parlant : c'est celui effectué par sexe et par âge.

De 0 à 2 ans : 11 hommes, 11 femmes.
De 3 à 15 ans : 26 hommes et 15 femmes.
De 16 à 25 ans : 9 hommes, 16 femmes.
De 26 à 59 ans : 27 hommes, 35 femmes.
De 60 à 64 ans : 2 hommes, 5 femmes.

Moralité, si j'ose dire, l'accident domestique dans les rapports des courbes homme/femme indique que le féminisme a encore de beaux jours devant lui...

PAR LUCIEN CURZI

DE VERMEER A REMBRANDT

Le « petit pan de mur jaune » à Paris

Outre les gravures de Rembrandt qui sont en soi, au Petit Palais, un festival du clair-obscur, une autre exposition tout aussi stimulante pour l'esprit est celle de la collection de peinture hollandaise du fameux Mauritshuis de La Haye. Car, parmi les 57 tableaux du XVII[e] siècle choisis pour représenter le Siècle d'Or de l'art néerlandais, les chefs-d'œuvre se bousculent. Ils sont présents grâce à la générosité de nos amis hollandais par le truchement de portraits, marines, paysages et, pour ponctuer d'humeur récréative ou grivoise une grave tension, des scènes de genre persillées de malice, qu'appréciaient fort les bourgeois des cités sous le nom de « grillen » (drôleries).

Les Français amoureux de la Hollande sont légion, qui attendent la réouverture du Mauritshuis (*). C'est autant pour calmer leur impatience que pour marquer les relations prospères entretenues entre les artistes des deux pays que ce panorama a été décidé. Et, disons-le, il nous comble.

Jean-Baptiste Lebrun, l'érudit mari de la portraitiste célèbre voyait juste lorsqu'il notait que l'Ecole des Pays-Bas possédait un charme sans pareil. Ses peintres « ont atteint dans leurs tableaux un degré de vérité qu'il est impossible d'égaler ou qu'il est du moins impossible de surpasser... » Et Théophile Gautier, à la suite d'un voyage en Belgique et en Hollande en 1836, s'enthousiasmait, bien avant Swann-Proust, pour Vermeer et Rembrandt. Du premier, il soulignait surtout « une intimité de ton incroyable » ; du second la manière « sobre, contenue, précise : point d'empâtement, point de rehauts, point de touche visible. Tout est moelleux, fondu, poli ; les tons gris argentés abondent ». On ne saurait sentir plus vrai, ni avec plus d'indépendance et de rigueur.

Placée hors des injures du temps, la peinture demeure quand le jugement, sur elle, se modifie. Or, en matière de facture naturaliste lisse et modelée, calme et exacte dans les thèmes jugés mineurs chez nous à l'époque de la République des Provinces-Unies, la Hollande urbaine et privée montre une vitalité et une charge d'humanité telles qu'elle devance, par son génie propre, tout autre pays d'Europe occidentale. En France, la situation est à l'opposé parce qu'il y a trois cents ans l'Eglise et la Cour, mécènes officiels, privilégient les mythologies religieuses et l'Histoire, élevées au rang de genres majeurs obligés.

Ignorée, par principe, du côté de l'Eglise protestante néerlandaise, mais admirée et convoitée par la classe des négociants et des régents, la peinture jugée alors mineure à Paris dans ses échappées laïques connaît, chez les marchands pragmatiques, une vogue sans précédent. La Hollande laborieuse, imaginative et perfectionniste, qui soutient sans faillir la guerre de Quatre-Vingt ans contre l'Espagne coloniale et impériale s'implante au Brésil comme elle renforce, avec la même conviction, son statut juridique d'Etat de droit. Elle est un havre d'accueil pour les persécutés (Descartes y vit et travaille) ; elle est reconnue pareille à une sorte d'abri inviolable de la pensée philosophique et la curiosité scientifique s'y déploie, un lieu où le livre s'imprime et se répand en toute liberté.

C'est en un tel pays qu'exercent leur autorité les rois-Stathouders – la Maison d'Orange – parmi lesquels se détachent les figures de Jean-Maurice de Nassau, fondateur éclairé du Mauritshuis et de Frédéric Henri. Amateurs d'art actifs, ils le sont, comme ils sont à l'origine des grandes collections publiques actuelles. A leur exemple, les notables enrichis en mal de prestige et les compagnies de gens d'armes commandent de véridiques portraits à Frans Hals ou à Pieter Codde, lorsqu'ils ne se laissent pas subjuger par les intérêts cossus de Gabriel Metsu, les marines monochromes de Jan van Goyen et celles gris-bleu de Jan de Cappelle.

Ces peintres sont peu ou prou des collectionneurs, passionnés par les jeux de l'air et le reflet des eaux. Il faut avoir vu la hauteur des ciels de la Frise, les tonalités du marché de Leuwarden, les lignes de la plate campagne frisonne sillonnée de canaux pour saisir combien les artistes ont pu être motivés, et comme à l'écoute des paysages fermes, tranquilles, des moulins et des bateaux à voile.

Avec la surprenante « Vue de Delft », Vermeer nous conquiert, auquel Jacob Ruisdael est comparable, mais aussi Hobbema si proche par le vaporeux translucide de la vision de Claude Lorrain, sinon Jan Steen, lumineux, presque cristallin. Pour avoir pignon sur rue, et vivre, ces peintres sont des artisans patentés : Hobbema est vérificateur de poids et mesures pour la corporation des marchands de vins d'Amsterdam ; Jan van Heyden invente la première pompe à incendie avec tuyaux ; de Cappelle est teinturier, et Gérard Houckgeest brasseur.

Un sens aigu du travail longuement mûri comme chez van Aelst, peintre de fleurs, parfois une méticulosité pareille à celle qui anime Pieter van Anraadt, qu'on rapproche volontiers d'un Chardin avant la lettre, font du siècle de Rembrandt celui où le sujet « noble » est loin de se résumer à des recettes idéologiques ou à une contemplation narcissique. Les figures de héros antiques, dieux et déesses grecs et romains sont moins à l'honneur de Leyde, Haarlem, Dordrecht qu'à Saint-Germain ou à Lyon où la pensée visuelle, en ces matières, s'asphyxie d'être cloisonnée.

A un virtuose tel Hendrick Goltzius si pénétré d'allégorie, on préfère aujourd'hui les accents mystérieux d'un Carel Fabritius avec son « Chardonneret », non loin de la frémissante « Jeune fille au turban », de Veermer, sinon le cortège plaisant de « la Mangeuse d'huîtres » frappée de gaminerie polissonne de Jan Steen, le laconique « Taureau », de Potter ou la peau teintée d'un orient délicat de la « Chasse aux poux », de Ter Boch. La Hollande est de beau-

INDE

Ses fastes et ses festins

L'année de l'Inde s'achève sur un point d'orgue avec deux remarquables manifestations. « A la Cour des Grands Moghols » est abritée à la Bibliothèque Nationale. Il s'agit d'un choix de peintures sur papier tirées des collections publiques françaises, marquées par la perfection du détail et la splendeur colorée. La verve fraîche et gaie des artistes font comme une fête de l'œil. Au Grand Palais, c'est aussi une suite de miniatures mogholes des XVI[e]-XVIII[e] siècles, qui escortent une galerie de sculptures sous le titre de « Rasa ». Ce sont des « sentiments » au nombre de neuf, rasas des comique, héroïque, pathétique, terrible, merveilleux, furieux, odieux, serein, l'érotique affleurant partout.

Il est difficile à nos yeux de classer ainsi les états d'âme car ils se trouvent souvent mêlés, sinon inextricables. Aussi, les miniatures s'apparentent-elles à des scènes tirées de contes venus de Perse, tandis que les figures sculptées en pied, échelonnées des II-III[e] au XVIII[e] siècles attestent combien l'art des Indes des dynasties converties à l'Islam avaient connu un épanouissement magistral dans l'expression inlassable du corps féminin. Le buste opulent des danseuses pivote élégamment sur des hanches désaxées. Ainsi, semblent-elles être un double hommage au plaisir de la danse, et à la beauté exprimée selon des canons inaltérables. Comme en contraste, l'austérité se fait jour sous la forme d'un Bouddha jeûnant. Cette image ramène à la faim et, au-delà, aux ravages millénaires des famines.

Un superbe album publié récemment par Payot invite, lui aussi, au voyage dans les Indes des empereurs moghols, d'Akbar le Grand à Aurengzeb, puis aux despotes Maharadjas. Défilent les architectures aussi grandioses que fabuleuses en grès rouge et marbre blanc de Taj Mahall, Fort Rouge d'Agra et du Palais de Lahore. Une belle introduction à la civilisation inventive et raffinée des Indes lorsqu'elle s'étendait de la mer d'Oman au Golfe du Bengale, et du Deccan à la Transoxiane au-delà de Kandahar et de l'Hindu Kush. (Un album de 195 pages relié et abondamment illustré en couleur – texte et photos de Hans Stierlen – Payot.)



Dieu du feu Agni à quatre bras, grès rose du XII[e] siècle.

« Rasa, les neuf visages de l'art indien », Grand Palais, av. Winston-Churchill, jusqu'au 16 juin.



« La Chasse aux poux »
de Gérard Ter Boch.



« La jeune fille au turban »
de Vermeer, vers 1662.

coup mieux ressentie lorsqu'elle respire en pleine réalité dans tel intérieur d'église de de Witte ou qu'elle touche au sublime dans les troublants autoportraits de Jacob Backer et de Rembrandt, jeune homme ou au seuil du naufrage.

Les moments où le régal se hausse à la hauteur de la découverte pure sont, chez le visiteur patient et attentif, des instants de faste émotion. Le pré-romantique Ferdinand Bol procure un tel plaisir, Gaston Flinck aussi aux si fines pâtes moirées, le rembrandtien Aert de Gelder aux rouge-brun brûlants. Tous soignent leurs mises en page à la manière époustouflante d'un Jan de Heem. Sous les glacis de Mieris circule le sang au vif des chairs. Et ce n'est pas un hasard s'il s'agit-là d'une « Scène de bordel » ou si, en compagnie de la pudique et surprise « Suzanne au bain » de Rembrandt, on éprouve en quoi le pathétique peut se porter aux limites de l'absolu.

D'où cet avantage de pouvoir déceler, à travers cette promenade savoureuse, des préoccupations mentales dans les lueurs surgies aux avant-postes de la sensibilité à naître, aussi bien en France qu'en Allemagne, lorsqu'on évoque le mouvement romantique et, au-delà, certaines démarches localisées, celle du style de Barbizon, ou de l'épopée façon Pompadour, sinon des sensations combien plus intéressantes des préimpressionnistes, le paysagisme maigre et flottant de Corot, humide et fruité de Daubigny, aérien et exquis de Boudin.

(*) Le Mauritshuis a été construit au centre de La Haye par l'architecte Pieter Prost d'après les plans de Jacob van Campen sur la commande, en 1633, du prince Johan Maurits de Nassau (1604-1679). Confisquée le 1er juin 1795 par les Français, sa collection lui sera restituée en 1815. Par arrêté royal, il deviendra une institution muséale le 10 juillet 1820. Parmi les joyaux dont s'énorgueillit à juste titre le Mauritshuis, qui peut être considéré, avec le Prado, comme un des plus beaux musées du monde, citons notamment : la « Leçon d'anatomie du Docteur Nicolas Tulp », de Rembrandt qui, en raison de sa fragilité, n'a pu faire le voyage à Paris ; la « Jeune fille à la perle » et « la Vue de Delft », de Vermeer, « la Maison sous les arbres », de Hobbema, etc. Le Mauritshuis, enfin adapté aux exigences de la muséographie contemporaines devrait rouvrir ses portes en 1987.

« De Rembrandt à Vermeer » — Galeries nationales du Grand Palais. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F ; samedi 18 F (journée gratuite le 28 avril). Jusqu'au 30 juin. Edité par la Fondation Johan Maurits van Nassau, de La Haye, le très beau catalogue (395 pages, 200 F) comprend des essais de Hans Hoetink, Beatrijs Brenninkmeyer de Rooij et Jean Lacambre.

De son côté, le très actif Institut néerlandais de Paris présente du 10 avril au 11 mai, 250 œuvres de graveurs hollandais contemporains choisies par les galeries Printshop et Petit, 121, rue de Lille, Paris 7e (47.05.85.99). Ouvert tous les jours, sauf lundi, de 13 h à 19 h.

« Rembrandt. Eaux-fortes ». Petit-Palais, av. Winston-Churchill (47.42.03.47). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40 ; jeudi jusqu'à 21 h. Entrée : 18 F. Jusqu'à 20 avril.

Fondation Jean-Jaurès

THOMSON MC4. LA NOUVELLE PRECISION DE L'IMAGE.



Fondation Jean-Jaurès

Les nouveaux téléviseurs 63 et 70 cm THOMSON MC4 sont prêts pour la télévision de demain. Ils ont été conçus pour une nouvelle précision.

Précision des contrastes et des couleurs.

Le téléviseur THOMSON MC4 est équipé du système Black Matrix, une nouvelle technologie dans la structure de l'écran, des bandes noires verticales masquent les interlignes entre chaque point lumineux et déterminent ainsi plus nettement leur contour.

Cette nouvelle précision augmente la finesse des couleurs et facilite la lecture des sous titres et des textes.

Précision de l'image.

Le téléviseur MC4 est doté d'une nouvelle génération de tube 70 cm à "coins carrés". Le bénéfice immédiat est une augmentation de 9,5 % de la surface visible de l'écran. Ce tube est équipé du fameux canon à électron DB/XL, qui améliore la précision de l'impact du faisceau d'électron, grâce à une meilleure convergence. Il offre surtout une image de haute définition qui correspond aux exigences des nouvelles techniques audiovisuelles.

Équipés d'une télécommande 39 programmes à synthèse de fréquence les nouveaux téléviseurs THOMSON MC4 sont prêts pour le magnétoscope, la micro informatique, le vidéotexte, le câble et le satellite...

Ils existent en deux versions : 63 et 70 cm, multi standard PAL et SECAM.

Pour la télévision de demain, la précision des nouveaux téléviseurs 63 et 70 cm THOMSON MC4 va faire toute la différence.

THOMSON

POLARIS/BAZAINE DFS

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 4 AVRIL

T.f.1 « Afro Caraïbes », émission de Manu Dibango, Philippe Conrath et Rémy Kompa-Kopoul – 23 h 30.

Pour swinguer sur fond de zouk, le rythme créole qui brûle comme une sangria.

A.2 Ciné-club : « Hallelujah », de King Vidor – 23 h.

Hymne noir à l'aube du parlant. Touche pas à King Vidor...

F.r.3 « Vendredi : Viva l'Italia ! », émission d'Henri Chapier – 21 h 35.

Berlusconi vu par Chapier. On peut même préférer s'en aller dîner dans un fast-food.

SAMEDI 5 AVRIL

R.A.S. sauf sur Musique où, vers 23 h, Philippe Hersant nous fait redécouvrir Karel Ancerl, Tchèque génial qui fut persécuté par l'idéologie officielle et finit ses jours au Canada. Au programme : le Requiem de Dvorak.

DIMANCHE 6 AVRIL

T.f.1 « Rio Lobo », d'Howard Hawks – 20 h 30.

Qui c'est le traître qui a révélé aux Sudistes l'existence du chargement d'or ? Avec John Wayne qui entend siffler le train...

A.2 « Mon ami Maigret », téléfilm de François Villiers – 20 h 35.

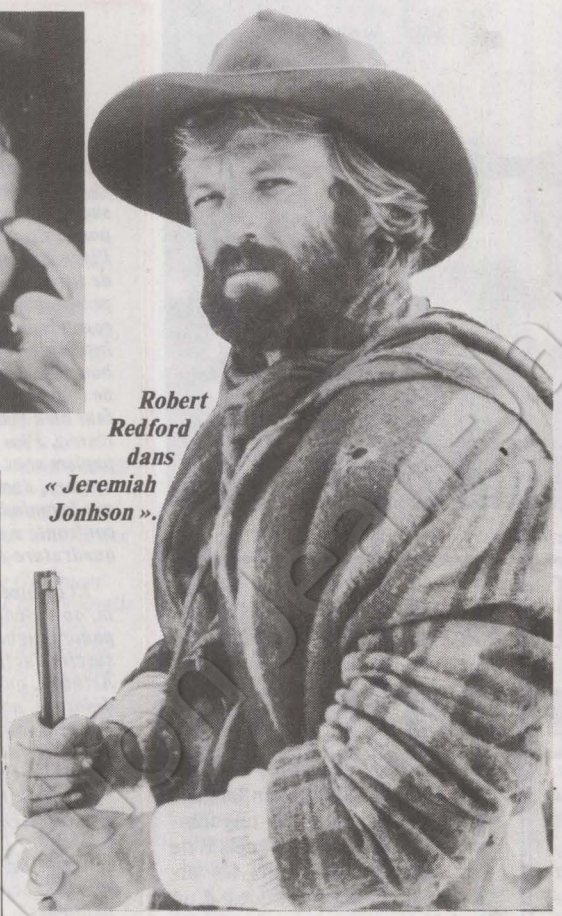
Maigret enquête sur « l'affaire Marcellin ». Pas le ministre, le touriste. Avec, dans un petit rôle, Gérard Depardieu encore incognito.

F.r.3 « Madeleine Castaing », émission proposée par François-Marie Banier et réalisée par David Rocksavage – 20 h 35.

« Madeleine Castaing, c'est la personne qui a révolutionné la décoration actuelle. Elle en est devenue l'impératrice et, depuis quarante ans, l'a imposée à tout le monde, à l'Europe, à l'Amérique, au Japon... » Dixit Françoise Sagan. Et Charlotte Pierrand alors ?



Madeleine Castaing.



Robert Redford dans « Jeremiah Jonhson ».

« Three strangers », de Julian Nugulesco – 20 h 30.

Quand la loterie porte la poisse à trois malfrats. Avec Peter Lorre.

Canal Plus « Hammett », de Wim Wenders – 20 h 30. Prochaines diffusions les 9/4, 11/4, 12/4, 15/4 et 17/4.

Rêveries glauques autour du mythe Hammet, ancien détective passé romancier qui inventa la silhouette déglinguée de Marlowe. Un film qui a une gueule d'atmosphère. V.o. les 9 et 11 avril.

LUNDI 7 AVRIL

T.f.1 « Entre onze heures et minuit », d'Henri Decoin – 20 h 30.

Le flic se fait passer pour le mort et s'éprend de la meurtrière. C'est malin ! Avec Jouvet.

A.2 « Les 5 dernières minutes : Châteaux en Espagne », téléfilm de Guy Lessertisseur – 20 h 35.

Cadavres en série à Chenonceaux. Anti touristique au possible. Avec Pierre Arditi, Diane Kurys et Roland Bertin.

« Touche pas à mon poste ! », série documentaire de Jean-Claude Raspiengeas et Patrick Volson. Première partie : « privés de télé » – 22 h.

« Mon poste et moi » par une vingtaine de cobayes qui ont accepté de larguer leur petit écran pour voir ce que ça allait donner. Une expérience qui profiterait à Henri Laborit et Claude Olivenstein.

MARDI 8 AVRIL

T.f.1 « Gaston Lapouge », téléfilm de Franck Apprederis – 20 h 30.

Gangster à la manque contre faux policier. Bavures en série. Avec Jacques Villeret, Eddy Mitchell et Evelyne Dress. Rediffusion.

« De la Sainteté », série proposée par José-Maria Berzosa. Deuxième émission : « la renommée de sainteté » – 22 h.

Le début d'une cause ou les origines d'un procès en béatification. Preuves, miracles, pèlerinages. Toujours aussi passionnant.

A.2 « La Boum n° 2 », de Claude Pinoteau – 20 h 35.

Marceau a grandi. Tant pis pour elle.

F.r.3 « Jeremiah Johnson », de Sydney Pollack – 20 h 35.

Portrait d'un solitaire reclus dans les Rocheuses. Avec Robert Redford et la V.f. parce que nothing's perfect.

MERCREDI 9 AVRIL

T.f.1 « L'Ami Maupassant : l'Enfant », série proposée par Claude Santelli – 20 h 35.

Santelli est un hystérique de Maupassant. Et là, il s'est surpassé en proposant l'adaptation de six nouvelles du maître. A suivre, donc, et pour cette inauguration, rendez-vous avec Anne Consigny, Jean-Pierre Bouvier et Béatrice Agenin.

« La maison de Nanterre », reportage en deux parties de Bernard Martino. Première partie : « Un lieu pour naître ou pour mourir ? » – 21 h 45.

De l'autre côté du périphérique, un gigantesque quadrilatère de douze hectares entourés de hauts murs abrite, entassés dans une effarante promiscuité, tous ceux que la Ville de Paris rejette : plus de 4 000 personnes de 25 à 95 ans. Dépotoir morbide, mouroir sordide, cette antichambre du néant marie prison et asile psychiatrique. Un voyage au bout de la nuit.

A.2 « Le Grand Echiquier », émission proposée par Jacques Chancel. Avec l'Orchestre national de France. En simultané sur France-Musique – 20 h 30.

Avec, entre autres invités la sublimissime Lella Cuberli dans le « Bel Raggio » de la « Semiramis » de Rossini. On se pâme.

F.r.3 « Solidarnosc », document de Serge Poljinski – 23 h 10.

Les coulisses du syndicat interdit. Starring Lech Walesa.

JEUDI 10 AVRIL

A.2 « Le Roi des cons », de Wolinski – 20 h 35.

Les B.d. cinématographisées, c'est la cata assurée. Proverbe maintes fois vérifié. Pour téméraires fanas de Francis Perrin.

F.r.3 « Quoi de neuf ? », magazine de Claude Glaymann. IDF – 18 h 34.

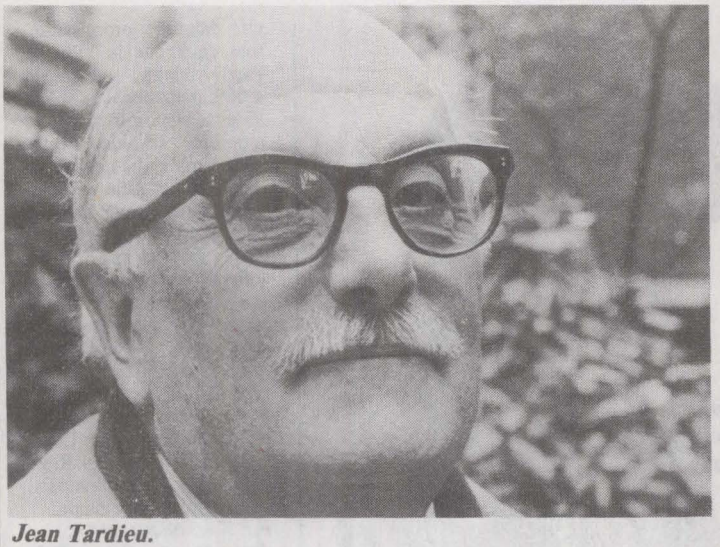
Nikita Magaloff et David Abramovitz, deux pianistes face à Claude Rich qui avoue aimer Chopin. Laisse aller, c'est une valse...

« Mado », de Claude Sautet – 20 h 35.

Piccoli et Piccolo étaient dans un bateau. Michel et Ottavia rament dur pour sauver ce film du naufrage. Et Romy apparaît, décomposée. On oubliera vite que c'est la énième rediffusion d'un navet signé Sautet.

Canal Plus « La nuit de San Lorenzo », de Vittorio et Paolo Taviani – 20 h 35. Prochaines diffusions les 13/4, 14/4, 19/4, 22/4 et 23/4.

La nuit du 10 août 1944, quelque part en Toscane. Un Oradour-sur-Glane italien perçu à travers le regard d'un enfant. Superbe, superbe, superbe, superbe ! Un Prix spécial du jury de Cannes qu'on va se grouiller de magnétoscoper. En V.o. le 19 avril.



Jean Tardieu.

Un La Fontaine de chambre

** Jean Tardieu : « Margeries : poèmes inédits 1910-1985 » — Gallimard.*

** Jean Onimus : « Jean Tardieu : un rire inquiet » — Champ-Vallon, coll. Champ Poétique.*

IL va sur ses 83 ans, publie des poèmes écrits en marge de l'œuvre déjà livrée au public (d'où le titre de « Margeries »), une étude fort savante et fort complète lui est consacrée (ce n'est d'ailleurs pas la première, ni probablement la dernière), Bernard Pivot l'avait invité pour notre plus grande joie (le scrupule, l'appréhension l'on finalement dissuadé d'accepter), tel apparaît Jean Tardieu. Un patriarche de la poésie, souriant, amusé, formidablement doué qui a touché à toutes les formes d'expression (le roman excepté, semble-t-il) : où le situer, comment le classer ? Plus secret que Jacques Prévert ou Raymond Queneau, moins systématique sans doute que Francis Ponge, plus clair que René Char, plus optimiste qu'Henri Michaux, etc., etc. Personnalité marquante de la littérature française du siècle, il a musardé tel un héritier de La Fontaine, maniant un langage très prosaïque sans les fulgurances des surréalistes auxquels il ne s'est jamais rallié, sans les arrière-plans philosophiques d'un Paul Valéry mais avec la gravité qui caractérise souvent la musique de chambre.

Il est intéressant de considérer les copeaux qu'il nous propose sous forme de ces « Margeries » toutes fraîches, en nous demandant si, à partir de poèmes considérés par son auteur comme marginaux, on peut juger de l'œuvre en général d'un poète ! Reste que ces « Margeries » ne sauraient en rien être assimilées à des fonds de tiroir et que dans ce hors la norme on retrouve un joli échantillonnage de l'éventail des inspirations de Tardieu.

Chaque groupe de poèmes flanqué d'un titre est présenté par un mode d'emploi. Voici donc en tête des textes : « D'enfance et de jeunesse ». Vers académiques, d'imitation et puis vers qui ne le sont plus. La nature est envisagée, tantôt terre à terre, tantôt transfigurée. Tardieu est également un poète de Paris : « Paris, ô mon beau Paris j'aimerais être à Florence » (humour ? on y reviendra) ; la capitale inspire cette image souveraine : « Il a

En revenant

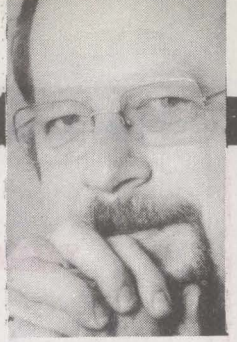
CHAQUE jour ouvrable — exception faite du samedi — les PTT déversent leur sac de livres sous l'auvent de ma porte. Et, chaque jour, je salive à l'idée de dévorer une demi-douzaine de titres. Riches heures en perspective que compliquent cependant quelques problèmes insolubles. Malgré toute la boulimie des éditeurs, les journées ne comptent que 24 heures, et il faut bien manger, dormir et le reste... Plus grave encore, les papiers sont limités dans leur nombre, dans leur taille. Si bien que le moindre critique est confronté à une authentique quadrature du cercle !

Et comme le Salon du Livre est là, on se sent enclin aux regards panoramiques, aux curiosités que suscite l'activité du « saloon ». Arthaud, qui les sort dans le désordre, nous donne le deuxième des neuf volumes formant sa série de « Littérature française », 30 pages et plus sont consacrées à François Villon, l'un des poètes qui m'intéressent le plus, allez savoir pourquoi ? Le numéro 14 de la revue « Roman » (Presses de la Renaissance) porte sur « les banlieues » : il faut aller y musarder, « Roman » est inégal, mais ses thèmes sont souvent tentants et certaines contributions, passionnantes, comme peuvent l'être des prises de position de contemporains. Sans oublier ces « Portraits de l'écrivain d'aujourd'hui » que Julliard attribue à un certain Pline qui sent son Caton ! Alléchante sélection de deux jours de PTT qui en supposent combien de lecture et plusieurs articles... à moins de regrouper ces titres artificiellement comme le tente la présente chronique !

J'en étais là de mes réflexions désabusées — un sentiment de privilégié, j'en ai, croyez-le bien, pleinement conscience — lorsque je me suis décidé, en compagnie d'un de mes fils, à aller au Salon. Ne serait-ce que pour vérifier en grandeur nature l'univers du livre dont je n'ai chaque jour qu'un échantillon restreint. Au Grand-Palais nous attendaient 1 200 éditeurs francophones, des plus petits, souvent coincés les uns les autres au premier étage, aux plus illustres plantant leurs tentes, si on peut dire, sur une partie importante du territoire livresque. Il faut, le matin, avant que ne s'ouvre le Salon, avoir contemplé ces mers de volumes muets, ces agrandissements de couvertures, ces photos d'auteurs radieux ! Il faut avoir surpris la foule qu'on lâche tel un fauve dans les ruelles et les traverses du Salon à l'assaut des stands, de leurs caisses bien sonnantes et de leurs coulées ou montagnes (comme vous voudrez !) de tranches et de couvertures. La journée avançant, arrivent les princes et les princesses de la signature, souvent doués d'ubiquité puisqu'à telle heure ils s'installent chez leur dernier éditeur tandis que le lendemain, à moins que ce soit le même jour, à une autre heure, ils courent chez un autre, leur premier ou leur second. Les écrivains honorent toutes les écuries, chez eux point de rancune ni de préférence du moins avouée !

Et lorsque, chez Gallimard, vous levez la tête et contemplez une rangée de photos de monstres sacrés qui vous narguent, vous vous prenez à rêver : Saint-Exupéry (sous son calot), Roger Martin du Gard, Jules Romains (tiens, je le croyais plutôt Flammarion), Paul Morand, Jean-Paul Sartre... plus bas entre les rayons voici Peter Handke et Vargas Llosa, etc. Nous aurions pu, nous pourrions, tailler une bavette avec ceux-là, avec ceux-ci... La ballade se poursuit néanmoins, belle vitrine de Fernand Braudel chez Flammarion (à l'occasion de « l'Identité de la France », volume posthume) ; vieux et précieux livres chez Calmann-Lévy qui célèbre ses cent cinquante ans d'édition avec Loti, Déroulède, M. Thiers etc., au même stand Patricia Highsmith, en chair et en os, intriguait. Bernard Barrault rappelait à notre bon souvenir qu'il parraine Philippe Djian qu'on n'arrête plus d'adapter au cinéma (« Maudit manège » est le titre de son dernier roman). Cinéma, Serge Toubiana, le sympathique animateur des « Cahiers » du même nom, arrive chaque jour à l'heure pour accueillir les cinglés du 7ème art, en famille également chez Ramsay, où chez Rivages avec leurs fringuantes collections de poche sur le cinéma. Au stand de Robert Laffont, le beau masque de Jean-Claude Pascal signale les mémoires tout récents de l'acteur.

Autre sujet d'étonnement, le public qui ne désemplit pas et commande « L'Encyclopédie Universalis » ou « L'histoire des



LA CHRONIQUE DE CLAUDE GLAYMAN

du saloon...

religions mondiales ». Du reste, la vente par correspondance fait florès : « France Loisirs » en sait quelque chose. Dans le même ordre d'idée, c'est le livre d'art qui attire l'une des librairies thématiques de ce septième salon). Skira est présent pour la première fois au Salon, suivi de Hazan, Herscher, Les Editions du Centre Pompidou etc., tandis que des petits, tout petits, regroupés autour de Solin, Granit (qui publie un récent livre d'André Suares consacré aux musiciens, c'est une reprise), Alinéa nous refilent également des albums ayant jusqu'ici échappé à notre vigilance prétendument infaillible. Tandis que Grasset honore ses « Cahiers Rouges », dignes héritiers des ci-devants « Cahiers Verts » (sauf qu'il s'agit de rééditions du fonds), Hachette s'impose en juxtaposant les massifs Guides Bleus aux Vies quotidiennes qui n'en finissent plus de comptabiliser leurs éternels succès, aux étalages sacrément fournis de livres pour la jeunesse (j'avoue un faible pour la splendide « intégrale » de Jules Verne). Le bataillon des éditeurs-jeunesse semble au complet : Casterman, Dupuis, Gallimard-jeunesse, Albin-Michel-jeunesse, Ipomée, L'Ecole des loisirs, etc., etc.

Tout ce jeune beau monde s'est retrouvé lundi afin de décerner le prix des meilleurs titres pour la jeunesse... sous forme de sorcières (jeune monde c'est moins vérifié ce jour-là qui est jour d'école, curieusement choisi pour proclamer un palmarès destiné à intéresser au premier chef les moins de quinze ans). Même jour, quasiment même heure, le Prix des Libraires honore Robert Mallet, écrivain discret mais accompli. N'oublions pas deux autres thèmes choisis par le Salon, à savoir les livres sur la communication, particulièrement choyés par Larousse, Denoël, etc., souvent débattus sur le stand des hebdomadaires présents (du « Point » à « Témoignage Chrétien » en passant par « L'Express » « Elle » et « la Quinzaine littéraire » (dont c'est le vingtième anniversaire). A savoir les revues, qui malgré les difficultés du temps, se multiplient comme des petits pains (à signaler rétrospectivement que Gallimard exposait l'intégrale de la « Nouvelle NRF », des « Temps Modernes », de « Diogène ») Communications, revues etc. s'incarnaient dans des débats organisés officiellement Salle Gutenberg ou Salle Budé (il y en eut de passionnants), dans les Studios de « France Culture » etc. Plusieurs éditeurs régionaux avaient fait le déplacement, « Ouest France », « La Manufacture », « Actes Sud ». Manquaient à nos yeux et à nos oreilles une présence du polar noyé dans le fatras des maisons (« J'ai Lu », « Les Presses de la Cité », ...), une place honorable reconnue au livre de musique (Champion était là, tandis que Pierre Belfond pleurait sur son excellent Furtwangler, ouvrage qui ne se vend pas assez).

Vétilles pour une fête, un succès, que votre serviteur, pour une fois, a pris comme ça venait, pour son plus grand plaisir et j'espère le vôtre !



Pascal Lebrun

fallu plusieurs siècles à mon navire de regards/Pour atteindre là-bas cette île brillante ». L'amour, bien sûr, a, tout au long de ses recueils inspiré Tardieu : « Dès l'éveil de ma conscience le verbe fut lié à Eros ». Qu'il raconte un amour de jeunesse contrarié ou qu'il témoigne de l'éblouissement de l'amour permanent, Tardieu chante le plaisir des corps, la légitimité du désir, avec une bonne santé qui n'a rien de grossier et un plaisir toujours étonné de vivre à deux. Ira-t-on même jusqu'à déceler chez lui un vocabulaire religieux pour parler de la femme : notions de révélation, de couronnement, etc. ?

Tardieu n'a pas rejeté les vers de circonstance : « Le témoin invisible », qui date de 1942, rappelle la participation à la lutte contre la nuit (Vichy fut parfois traité avec l'ironie du pamphlétaire). Les années d'avant-guerre l'ont marqué comme l'actualité qui a succédé au cataclysme. Rien d'étonnant somme toute à ce que Tardieu célèbre la conquête de la Lune par l'homme.... : « Accueillez les héros, rêveurs exténués,

Le Chevalier de la vaine récolte

Qui change l'air en cendres

Ils vous rapportent dans leur sac

Une poignée de cailloux

Signature du temps, promesse de ruines ». Mais l'ailleurs est bien ailleurs que sur la Lune : il est ici-bas sous nos pas. Tardieu a subi l'influence du romantisme allemand, il a traduit Hölderlin (Jean Onimus montre bien cette face nocturne du poète). Rôle des songes, des cauchemars, des esprits, des personnages métaphysiques, de la mort sans aucun doute : « Fils géants de la mort c'était moi votre ami ». Lisez ces vers qui, en l'occurence, présentent quelque parenté avec Michaux : « De ce désir de disparaître,

De dire non, d'être le chien

De rougir de la honte d'être,

De se cacher dans l'air de rien,

De regretter d'avoir à naître... »

Mais Tardieu n'a rien d'un dogmatique, et, avec Jean Onimus, on serait plutôt à la recherche de son « Centre ». Ainsi après l'au-delà d'ici et d'ailleurs nous le découvrons amateur de choses et d'objets familiers. Sa poésie sait être très prosaïque, et peindre l'environnement immédiat, le plus simple. Comme Paul Eluard qui parlait du « Lit et de la table », Tardieu s'attache au mobilier : « Je n'attends rien de bon de la commode,

Qui refuse à la table et au lit ses baisers

Non plus que du fauteuil obscur, ni des deux

Rideaux les bras ballants, pendus

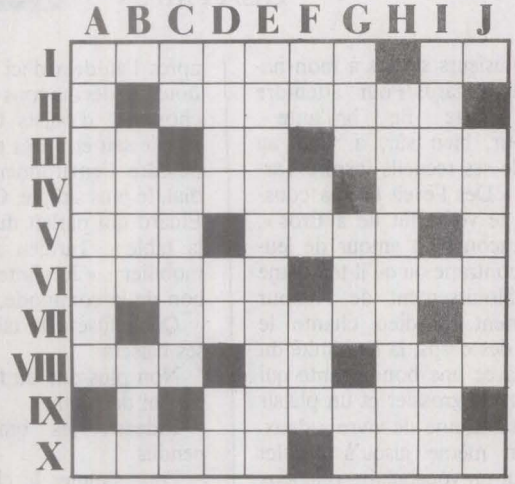
Pour simuler le clair de lune en plein midi. »

Nous l'avons indiqué, Tardieu manie l'humour. Cette dimension qui ne l'empêche pas de nommer la détresse, l'a inspiré dans son théâtre très particulier, qui va de Boris Vian à Ionesco en passant par le merveilleux Georges Schéhadé (voir par exemple « le Théâtre de chambre »). Dans ses « Margeries » plusieurs traces le rappellent qui nous content les ennuis d'un chef d'orchestre et de ses instrumentistes, les trajectoires d'une balle de tennis, la petite comédie d'une « Femme offensée », etc. Tardieu possède des passes pour ouvrir les portes les plus diverses et les plus variées. Elevé dans une famille d'artistes, musiciens et peintres, il a souvent fixé à ses mots l'objectif d'imiter la peinture et la musique. Monet et Cézanne, Debussy et Schumann, etc. Plus jeune qui sait, Tardieu aurait peut-être cherché à percer le mystère de la télévision, en supposant qu'il y en ait un ! Avec Tardieu : « Le sens... revient par la fenêtre,

Quand on l'a chassé par la porte ». Car, pour lui, seul le langage est matière à problème. Langage qu'il a voulu faire bouger et que, d'ailleurs, il a fait bouger. Il note avec évidence mais sans amertume : « Je meurs, en emportant tout ce que j'ai connu. » Mais nous, nous avons ses livres dont « Margeries » constitue un bon combiné. Tardieu, nom de poète, pour un poète qui compte, dont la marque discrète et profonde et dont la voix originale, singulière, est de celle qu'on entend dans le concert étroit mais vital des faiseurs de poésie. ●

PAR REMY ALBERT

THEME : LA TELEVISION



HORIZONTALEMENT : I - Sa Thérèse Desqueyroux est aussi célèbre que lui. Chiffre en tête. II - Un film noir pour une nuit blanche, par John Berry. III - Fruit entendu. Tête d'affiche. Rebelles. IV - Invitée de Claude Glayman, pour un dialogue de femmes. Grande époque. V - Peau rouge. Indispensable, face à la télévision. VI - Par elle, Romy Schneider découvrit la gloire. Se fait petit sans problème. VII - Expérimentât. VIII - Arriva la première, dit-on. Sont venus de Rome. A les pieds dans l'eau. IX - Un chef d'œuvre de Pagnol, pro-écologiste. X - Joël Séria menait sa série noire dans un « prêt-à-saigner ». Les vedettes du petit écran font souvent celles des journaux.

VERTICALEMENT : A - Quand le Père Fouettard et le Père Noël ne font qu'un, par Marcel Pagnol. B - Vraiment partagé. Avis de passage. C - Note. Ce dont plus personne ne veut. D - Bramai. Parfois, réfléchi. Diminutif. E - Magazine d'informations mondiales. F - Un vrai crack. Demi-tour. Un cheveu familier. G - Abrège une compagnie. Boîte à images, très prisée par la Télévision. N'a qu'un filet de... voie ! H - Celle de Kaïko a valu le prix Jean d'Arcy à Sosuke Yasuma. I - Aplanir.Se boit toujours de force, mais en dernier. J - La dernière nous offre David Niven sur un plateau (de cinéma, bien sûr !).

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
I	A	R	D	I	T	I	■	A	R	C
II	B	E	R	L	E	A	N	D	■	L
III	O	P	E	■	■	N	U	■	B	A
IV	T	E	S	T	A	■	E	T	A	U
V	■	T	S	A	R	S	■	A	R	D
VI	M	I	■	N	D	O	S	■	R	E
VII	A	T	■	C	E	N	T	R	A	L
VIII	G	I	R	A	U	D	E	A	U	■
IX	R	O	I	■	R	E	R	■	L	A
X	E	N	E	E	■	S	E	N	T	I

Solution des mots croisés du n° 641

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
I	E	S	A	■	B	O	R	G	E	S
II	T	E	N	T	A	T	I	O	N	■
III	E	R	■	E	U	■	A	D	A	M
IV	■	F	O	N	D	A	N	E	■	O
V	■	S	U	D	E	S	T	■	S	R
VI	R	■	V	E	L	A	■	P	E	T
VII	A	I	R	■	A	■	R	E	V	E
VIII	L	■	I	B	I	S	■	N	I	L
IX	P	O	R	T	R	A	I	T	■	L
X	H	U	A	■	E	M	E	U	T	E

Solution des mots croisés du n° 640

■	M	■	O	D	E	■	R	A	T	
T	E	R	R	I	T	O	I	R	E	
E	T	U	D	E	■	P	A	I	R	
T	E	■	I	U	L	E	■	A	R	
S	O	I	N	■	I	R	E	N	E	
■	■	S	A	S	■	A	S	E	■	
G	I	O	T	T	O	■	P	■	K	
E	M	U	E	■	T	R	A	C	E	
N	A	■	U	N	E	■	C	O	L	
E	G	A	R	A	■	S	E	U	L	
R	E	■	■	I	S	E	■	P	E	
■	S	P	O	T	■	T	U	E	R	

Solution des mots fléchés du n° 641

Donnons des oreilles à la terre.

Souscrire aux emprunts de la C.N.T., c'est participer à la modernisation de notre réseau téléphonique et au maintien de l'avance technologique des télécommunications françaises.

C'est donner des oreilles à la terre.



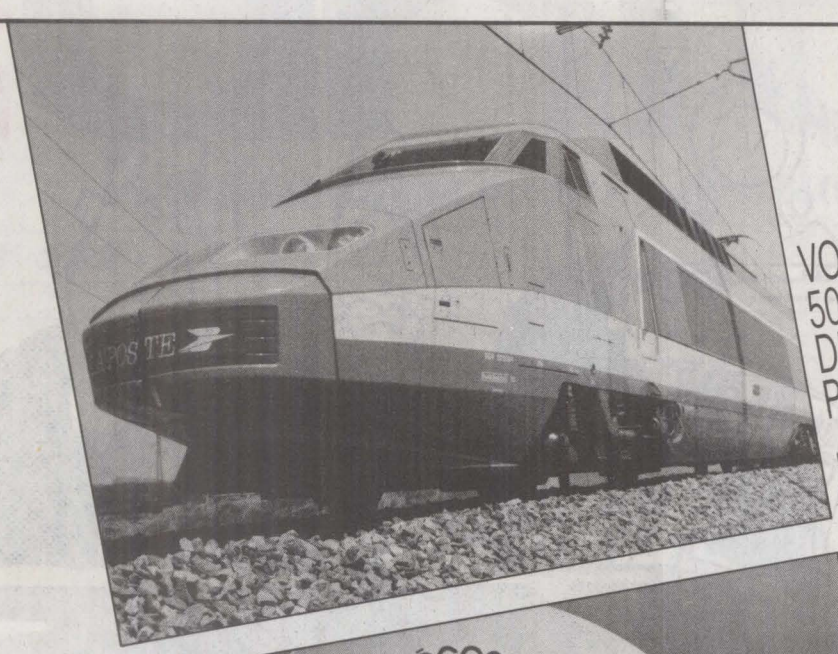
BOUZ, SEGUELA, CAYZAC & GOUDARD

CNT

Caisse Nationale des Télécommunications

Prêtez l'oreille à nos emprunts.

20, av. Rapp - 75341 Paris Cedex 07 - ☎ 47 05 94 39



VOUS POSTEZ 50 MILLIONS DE LETTRES PAR JOUR...

Le TGV postal :
65 tonnes de lettres à 260 km/h entre Paris et Lyon.



VOUS PASSEZ 80 MILLIARDS DE COUPS DE FIL PAR AN...

TELECOM 1 :
3 000 conversations simultanées intercontinentales, 2 canaux TV couleur et toutes les ressources de la vidéocommunication au service des entreprises.



VOUS SIGNEZ 600 MILLIONS DE CHEQUES POSTAUX PAR AN...

8 millions de Français ont choisi la Poste et le chèque soleil.
Une gestion informatique qui assure à chacun un relevé pour chaque opération.

LE CONTACT, NOUS AUX PTT ON ASSURE !

Coll. Fondation Jean Jaurès



"L'UNITE", L'HEBDO DE LA "CO-EXISTENCE INSTITUTIONNELLE"

Les résultats des élections législatives du 16 mars ont considérablement modifié les données politiques qui existaient depuis 1981. Après cinq ans de pouvoir, le Parti socialiste se retrouve dans l'opposition mais le score historique qu'il a obtenu et la présence à l'Elysée du Président de la République lui laissent de larges perspectives d'action. Chacun comprend que la coexistence voulue par les institutions est aussi un combat de tous les jours et que pour mener à bien ce combat le P.s. a plus que jamais besoin d'accroître ses moyens d'information et de communication.

C'est pourquoi nous lançons immédiatement une nouvelle campagne d'abonnements à « l'Unité ». Toutes celles et tous ceux qui ont contribué à ce que le P.s. dépasse le seuil de 30 % doivent prolonger leur action en participant directement à cette campagne. Permettre à « l'Unité » de parler plus fort et d'être plus efficace face à la grande presse de droite, c'est votre affaire à tous. N'attendez pas. Nous comptons sur vous.

Bulletin d'abonnement
à retourner
à l'administration de « l'Unité »
10, rue de Solférino - 75007 PARIS

Je soussigne .....
.....
.....
demeurant .....
.....
.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (210 F)***
★ ***abonnement d'un an (310 F)***
★ ***abonnement de soutien (à partir de 500 F)***

par chèque bancaire, chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J. - Paris

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52 325